

JOURNAL  
BELGE  
MONDIAL!

# Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

**LE CHANGEMENT  
CLIMATIQUE EST  
POLITIQUE**

Michel Weber  
Pages 12-13

**LA POLICE  
MANQUE DE  
CONSIDÉRATION**

Gérald Hanotiaux  
Pages 4-5

**QU'EST-CE QUE JE FOU LÀ ?  
UNE EXPÉRIENCE AU  
CHÂTEAU DE LA BORDE**

Léonore Frenois et Jill-Yann Doron  
Pages 8-9



Illustration: Sophie Le Grelle



## SOMMAIRE

CHRONIQUE  
DE LOBBYCRATIE

Bruno Nicostrate / page 3

LA POLICE MANQUE  
DE CONSIDÉRATION

Gérald Hanotiaux / pages 4-5

LE CHANGEMENT  
«CHANGE» TOUT ET NE  
CHANGE RIEN

Alexandre Penasse / page 6

TIRONS SUR  
L'AMBULANCE

Jean-Pierre L. Collignon / page 7

QU'EST CE  
QUE JE FOU LÀ ?

Léonore Frenois / pages 8-9

SAINTE-ANNE, UN  
CLASSICISME ANTAGONISTE  
À LA BORDE ?

Jill-Yann Doron / page 9

PAS DE PLACE  
POUR LES HANDICAPÉS DE  
GRANDE DÉPENDANCE !

Corine Jamar / page 10

LES PARTIS  
CONTRE LA DÉMOCRATIE

Paul Lannoye / page 11

LE CHANGEMENT  
CLIMATIQUE EST POLITIQUE

Michel Weber / page 12-13

FOIRE AUX  
SAVOIR-FAIRE / RECENSION

page 14

## BRÈVES / AGENDA

page 15

## APPEL

page 16

LA GRANDE  
RÉCONCILIATION

Les fêtes auront donné leur lot habituel de charité organisée. Chaque année, indubitablement, la pauvreté s'aggrave. Le caritatif, ça fonctionne donc, mieux que jamais. Non pas dans ce que les classes moyennes et la haute bourgeoisie donnent, mais dans la publicité qu'on lui fait et l'importance qu'on lui accorde. Car plus les pauvres s'appauvrissent, plus ceux qui s'en sortaient encore glissent vers les statistiques, plus d'autres s'enrichissent. Et plus il importe, pour maintenir les structures qui appauvrissent, de «réconcilier» pauvres et riches, pour faire oublier que les deux sont inextricablement liés.

Alors oui, il y a dans la bonne volonté de certains individus une véritable humanité, une décence qui n'a en elle-même rien de mauvais. Mais organisée et récupérée par des structures médiatiques ou politiques, elle devient un instrument au service de l'ordre; une récupération émotionnelle sans objectif à long terme, vide politiquement. Rassurante et déculpabilisante pour certains, seule voie d'accès pour d'autres à une forme de solidarité organisée, dans une société qui ne veut pas trop qu'on s'organise pour la changer.

Rassurante donc: un employé de la Commission européenne avait ainsi organisé la récolte de 2 700 kilos de jouets pour les «enfants défavorisés», dans le cadre d'une campagne relayée et organisée par une radio commerciale belge. Dans cette campagne de récolte de jouets pour les «enfants pauvres», la Loterie nationale, premier mécène du pays, était présente et sponsor officiel. «*Devenez scandaleusement riche*... non, de ça ils ne parlaient pas. Pas plus du «*décembre de rêve*» qui nous offrait «*trois occasions de rêver: les 13, 24 et 31 décembre, 3 Super Lotto pour répartir 13 000 000 d'euros au total*». Ils n'en parlaient pas, mais dans la conscience des individus les valeurs pro-

fondes portées par le «grand donateur» s'inscrivaient: devenir riche, même si c'est d'une façon qui «*choque par son immoralité et son excès dans le cynisme*»<sup>1</sup>.

Quel sens, quel signe derrière tout cela? La Loterie, qui organise un impôt volontaire depuis les temps coloniaux, redistribue des miettes de ses gains, donne aux pauvres tout en vantant la richesse. Que comprendre? Tout! Tout ce qu'on nous a toujours fait croire. Que richesse et pauvreté étaient deux choses déliées. Que l'une n'avait rien à faire avec l'autre. Restait donc en toile de fond l'unique responsable – de sa richesse ou de sa pauvreté –: le riche l'était parce qu'il avait travaillé et réfléchi – mais pas par sa naissance et l'exploitation des autres – et le pauvre parce qu'il n'avait pas fait cela...

Ne parlez pas de structures, d'une forme de pauvreté organisée! «*Vous êtes un rabat-joie!*». D'ailleurs, «*un pays a besoin de riches. Pour investir, pour prendre des risques. Le système devrait d'ailleurs faire en sorte que les grosses fortunes, et les autres, trouvent un intérêt à placer leur argent dans l'économie réelle du pays plutôt qu'à chercher des rendements élevés ailleurs*». Tout est dit... dans l'édito d'un des journaux francophones le plus lu (La Libre du 6 janvier).

Entre ceux que l'on nourrit quotidiennement de l'illusion de la future richesse scandaleuse, ceux qui le sont déjà, et les autres à qui l'on distribue les miettes du financement des premiers, la grande réconciliation n'a-t-elle pas lieu?

Alexandre Penasse

(1) Définition de «scandaleux» par le Petit Robert

COURRIER  
DES LECTEURS

Envoyez vos réactions à:  
info@kairospresse.be  
(les courriers sélectionnés  
seront publiés en mentionnant  
les noms et prénoms que vous  
indiquez)

Je profite de ce courriel pour vous remercier d'aborder et d'analyser sereinement des thèmes trop absents des «médias de masse», tels que le 11 septembre ou le futur traité entre l'union européenne et les USA, dans vos 2 derniers journaux. Au-delà d'une compréhension personnelle, je peux plus facilement en débattre autour de moi, voire faire circuler la revue.

Bien à vous,  
André, de Floreffe.

## ERRATUM

- Dans le courrier des lecteurs du numéro 10, l'auteur n'était pas Daniel Simon mais bien Daniel Olivier. Ceux qui auront lu à la verticale auront découvert le bon nom... A voir! Un emprunt fortuit de prénom.

- Dans l'ours du K10, nous avons omis de mentionner nos indispensables correctrices: Janine, Marie-Paule, Nadia. Nous ne les remercierons jamais assez pour tout le travail qu'elles font, encore plus ardu cette fois-ci avec deux numéros.

**Attention!** Si vous devez faire un paiement, n'oubliez pas que le numéro de compte a été modifié:  
Kairos asbl — 523-0806213-24  
IBAN BE81 5230 8062 1324 — BIC TRIOBEBB.  
L'adresse pour le courrier:  
KAIROS ASBL, 89 rue Théophile Vander Elst,  
1170 Bruxelles

Kairos – Journal antiproductiviste  
pour une société décente

Journal d'opinion sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en avril, juin,  
septembre, novembre, février  
+ un n° spécial. / ISSN: 2294-0820

Imprimé en Belgique  
Nouvelles Imprimeries Havaux s.a.,  
Avenue du Marquis, 34–B  
6220 FLEURUS

Tirage cet exemplaire a été  
tiré à 1.500 exemplaires

Routage Cambier

**Editeur responsable**  
ASBL Kairos / Alexandre Penasse  
rue Th. Vander Elst, 89,  
1170 Bruxelles - Belgique  
info@kairospresse.be  
www.kairospresse.be

T. (00 32) 2/660 61 09  
M. (00 32) 485/057 744

**Les articles n'engagent que  
la responsabilité de leurs auteurs**

**Rédacteur en chef**  
Alexandre Penasse

**Graphisme**  
Sarah Cleeremans, Pierre Lecrenier

**Gestion des abonnés**  
Sandy De Wilde

**Relecteurs**  
Janine, Marie-Paule, Nadia

**Chroniqueurs**

Jean-Pierre Léon Collignon,  
Paul Lannoye, Bruno Nicostrate,  
La Foire aux Savoir-Faire asbl

**Illustrations**

Nadège Guichard, Catherine Pellin,  
Jérôme Désert, Anne Brugni,  
Léonore Frenois, Abdel Bouzhiba,  
Francesca Capellini,  
Florence Van Cappellen

**Ont contribué à ce numéro**

Bruno Nicostrate, Gérald Hanotiaux,  
Leonore Frenois, Jill-Yann Doron,  
Corine Jamar, Michel Weber,  
Bernard Legros.

# À L'OMBRE DES MINES DE CHARBON

CHRONIQUE

Le 22 novembre dernier, à Varsovie, dans un pays dépendant du charbon pour son approvisionnement énergétique et connu pour son opposition à toute politique climatique européenne plus ambitieuse, prenait fin la 19<sup>ème</sup> Conférence des Parties (COP19) dans le cadre des négociations internationales sur le dérèglement climatique. Aucune réelle mesure ni objectif de limitation du réchauffement de la planète légalement contraignants n'ont été adoptés. Seules certaines initiatives facultatives ont vu le jour pour permettre aux entreprises de continuer à polluer comme si de rien n'était<sup>(1)</sup>. Seule avancée, celle de l'influence des entreprises et de leurs lobbyistes.

## L'accord de libre échange et d'investissement entre l'UE et les États-Unis, préparé en secret, promet de servir avant tout les intérêts commerciaux privés

Les États membres de l'ONU, réunis chaque année, sont accompagnés par des organisations «parties prenantes», catégorisées en neuf groupes, tel celui des organisations environnementales, celui des organisations de jeunesse, ou encore celui des industriels. Ce dernier continue de recevoir le plus d'attention, la Pologne battant cette année tous les records de connivence: pour la première fois, la COP19 fut sponsorisée par 13 grandes entreprises (Alstom, ArcelorMittal, BMW, Emirates, General Motors, Leroy Merlin, IKEA entre autres). Toutes ont des activités économiques à fort impact environnemental et ont utilisé cette occasion pour soigner leur image en prenant en charge certains coûts organisationnels (ArcelorMittal fournissant les structures abritant la réunion internationale, BMW les voitures, Emirates des réductions sur les vols, etc).

Sans complexe, le gouvernement polonais a invité le mois précédent la conférence des multinationales à une réunion préparatoire. Lors de cette conférence, il a co-organisé deux événements en parallèle destinés à l'industrie des énergies fossiles et autres amis du climat afin de promouvoir des techniques permettant de ne rien changer, telle que le «charbon propre». Ces pourparlers qui devraient être motivés par l'urgence de freiner le dérèglement climatique ressemblent de plus en plus à des foires commerciales. C'est en revanche un bon terrain de chasse pour les escrocs en tout genre proposant de fausses solutions qui leur permettront de continuer à se remplir les poches.

La capture des institutions publiques et des processus démocratiques par les grandes entreprises et leurs lobbies n'est hélas pas une réalité exclusivement polonaise. L'accès privilégié et la surreprésentation des grandes entreprises dans les mécanismes législatifs a également contaminé depuis longtemps les institutions européennes. Avant l'ouverture, l'été dernier, des négociations officielles sur le TTIP (ou TAFTA - accord de libre échange et d'investissement entre l'UE et les États-Unis), la Commission européenne (CE) a eu 130 réunions avec des «parties prenantes», dont 93 % d'entre elles se sont déroulées avec seulement des entreprises.

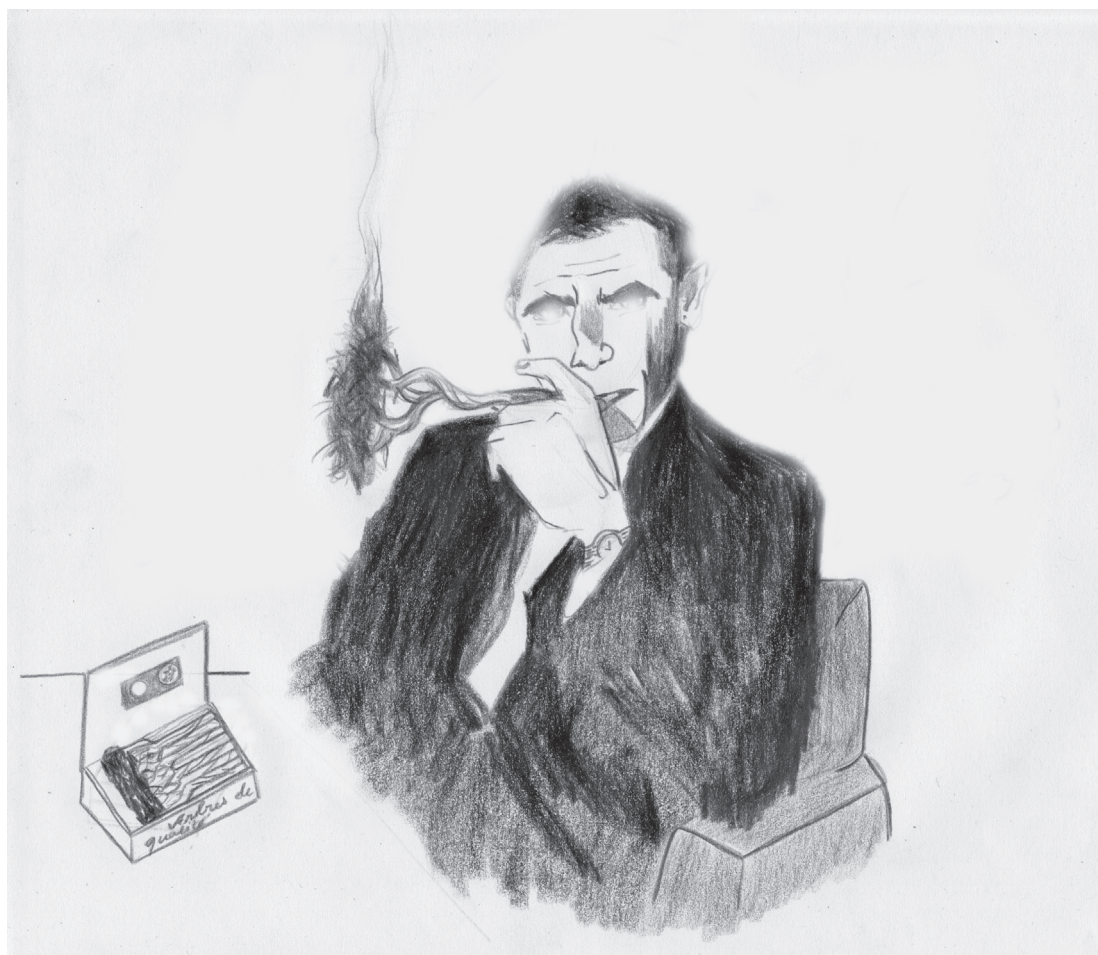


Illustration: Nadège Guichard

Cet accord, préparé en secret, promet de servir avant tout les intérêts commerciaux privés. Grâce à un document préparatoire qui a fuité en fin d'année, on apprend que la CE souhaite mettre en place un système de «convergence réglementaire» pour donner plus de pouvoir aux entreprises afin de stopper ou modifier un projet législatif en cours portant atteinte à leurs intérêts; renégocier des lois existantes; rendre les législations européennes et américaines «compatibles», et ceci en institutionnalisant la participation des «parties prenantes» dès le début du processus législatif (c'est-à-dire avant même que la loi ne soit présentée aux parlementaires). Ces parties prenantes siègeraient dans un Conseil de Coopération Réglementaire qui, en plus de l'accès privilégié au processus décisionnel, leur permettrait d'utiliser un mécanisme d'alerte et des structures de «dialogues» pour signaler dès que possible à la CE tout problème avec un projet de loi en préparation.

Il est aussi prévu une coopération obligatoire entre les agences de régulation de part et d'autre de l'océan afin d'autoriser la commercialisation de produits en même temps dans ces deux régions du monde. Or ces agences sont malheureusement célèbres pour être également sous l'influence permanente de ces mêmes entreprises (conflits d'intérêts, standards trop faibles de scientificité, moyens internes insuffisants, pantouflages etc.).

Ce type de mécanisme existe déjà dans certains accords de libre échange (USA-Australie est le plus avancé) et permet aux lobbies de co-écrire les lois dans les deux pays! Même si ce Conseil était ouvert à toutes «parties prenantes», comprenant non seulement les grandes entreprises mais aussi les PME, les associations de consommateurs, les syndicats et autres, l'expérience des groupes d'experts de la CE prouve que ce système favorisera seulement les organisations ayant les moyens financiers leur permettant d'assurer les nombreux coûts liés à ces activités, comme du personnel assistant aux réunions à Bruxelles, des experts de bon niveau, un service de veille législative, etc. Ce mécanisme est d'autant

plus stratégique qu'il pourrait permettre de remettre en cause toutes les réglementations jusque-là adoptées, de mettre fin à certaines normes telles que le principe de précaution et d'en finir avec les négociations de traités commerciaux pour privilégier des processus institutionnels permanents mais opaques et éloignés de toute responsabilité électorale.

Qui plus est, ce dispositif viendrait s'ajouter, dans TTIP, à un autre dispositif déjà prometteur: la «protection des investisseurs», qui permettrait à des entreprises de poursuivre des États devant des tribunaux d'arbitrage internationaux pour tout projet législatif mettant en péril la rentabilité présente et future de leurs investissements...

Avec de tels projets, l'enthousiasme public risquait de manquer et la CE avait donc décidé de mettre en place une stratégie de communication autour du TTIP afin de tenter de contrôler toute velléité de contestation. Malheureusement pour elle, ce document a également fuité et s'est révélé un désastre de relations publiques: elle s'y réjouissait par exemple d'être parvenue à contrôler le récit dominant que les principaux médias faisaient de ces négociations. Excédée, la CE nous a violemment attaqués dans un communiqué de presse, affirmant sans craindre le ridicule que nous serions contre le commerce. L'occasion de leur parler de ce nouveau «mandat pour une politique commerciale alternative» que plusieurs ONG en Europe et aux USA dont CEO ont adopté il y a quelques semaines, décrivant ce que pourrait être une politique commerciale et d'investissement au service de l'environnement et des êtres humains; négociée publiquement entre parlements élus plutôt que secrètement entre technocrates irresponsables. Révolutionnaire, non?

Bruno Nicostrate

(1) [www.climate-network.org/press-release/coal-smoke-obscures-climate-ambition-warsaw](http://www.climate-network.org/press-release/coal-smoke-obscures-climate-ambition-warsaw). Pour les autres sources liées à cet article, voir le site de [corporateeurope.org](http://corporateeurope.org)

# LA POLICE MANQUE DE CONSIDÉRATION

Le mercredi 23 octobre de l'année 2013 connut un événement insolite: une manifestation de policiers. Dans un contexte d'intense répression des mouvements sociaux, ces individus réclament plus de considération de la part de la population belge... Certains jours, nous nous pinçons pour y croire.

Assurant un bruit de fond, la radio est allumée lorsque surgit la nouvelle: «*les policiers manifestent aujourd'hui dans le centre de Bruxelles!*» Au sein d'un flux d'informations toujours plus répétitives et déprimantes, cette dernière recèle au minimum le mérite d'attirer l'attention. Quelle est donc la raison de la mobilisation policière? Ces messieurs-dames en uniforme désirent plus de sécurité! L'idéologie sécuritaire politicienne nous entraîne parfois vers des méandres insoupçonnés.

Nous pensions impossible pour un policier de porter l'uniforme en dehors du service, or l'intention est bien de défiler dans les rues affublés du costume réglementaire. Dès lors, les informations radiophoniques annoncent des conditions à l'accord de la hiérarchie. Par exemple, chaque agent-manifestant devra laisser son arme au commissariat! Bien, nous n'aurons pas de tirs en direction des collègues venus régler la circulation! Chacun doit également s'engager à n'exhiber ni bière ni alcool durant la manifestation. Nous ne verrons donc pas de policiers la matraque dans une main, la bière dans l'autre... Bref, la présentation radiophonique est suffisamment cocasse pour nous décider à faire un crochet par la rue de la Loi.

## POLICE PARTOUT

Sur la route, un hélicoptère de police sillonne le ciel, sans doute au cas où les manifestants, ultra-déterminés, décident d'assiéger la zone neutre... Les habitants de la Capitale le savent bien, Bruxelles connaît une zone, dite «neutre», fixant un périmètre au sein duquel il est interdit de manifester. Elle comprend le Parc royal et les deux palais situés aux extrémités, celui du Roi et celui de la Nation, le Parlement fédéral. Arrivés au carrefour Arts-Loi, nous constatons la présence de policiers en zone neutre, derrière les barrages de protection. Ça, nous en avons l'habitude. Mais aujourd'hui, les policiers sont également de l'autre côté des barrages, face à leurs collègues au travail, qui ne démontrent aucune animosité. Cela, nous en avons moins l'habitude.

Scrutant la foule, outre des manifestants en uniformes, nous apercevons également beaucoup de bonshommes rouges, verts ou bleus, nous cassant les oreilles avec d'assourdissants pétards, comme dans n'importe quelle manifestation syndicale. Parmi les personnes mobilisées, le bourgmestre NVA d'Anvers, entourés de ses agents, ainsi que plusieurs parlementaires du Vlaams Belang. Chacun ses alliés, n'est-ce pas, au mérite... Par contre, les mobilisés du jour semble appartenir au genre discipliné: aucune canette de bière n'est visible, contrairement à n'importe quelle manifestation syndicale.

L'ennui est prégnant, nous quittons les lieux en regrettant de ne pas avoir souligné cet événement de manière plus conséquente. La prochaine fois, nous tenterons de nous organiser plus tôt, afin de participer collectivement au soutien des manifestants

dans leur démarche. Nous pourrions y déployer nos calicots, cette fois rigolos: «*Manifestants, arrêtez le travail!*». Ça ferait des vacances! Ou encore, fustigeant les cadences infernales des fonctionnaires de police et leurs surcharges de travail injustes, nous scanderions vaillamment un bon vieux: «*Police Partout, Justice nulle part!*»

Bilan de la mobilisation? Positif, en regard des objectifs annoncés. Deux mille participants étaient attendus, ils furent selon les organisateurs quatre mille à répondre à l'appel. Quatre mille, également, selon la police.

## CHAUDE ACTUALITÉ

Elle est en manque? Dès lors, considérons! Considérons la réalité policière. Si nous nous pinçons pour y croire, ce n'est pas par opposition à la liberté de manifester. Du tout! Mais très exactement la veille de cette manifestation pour plus de respect, le 22 octobre, d'autres manifestants prenaient des coups au même endroit! Suite aux actes des fonctionnaires de police, le sang coula sur le bitume.

Durant des semaines et des mois les demandeurs d'asile afghans manifestèrent régulièrement à Bruxelles. Motif? Obtenir des autorités belges un statut de séjour officiel, ne fût-ce que provisoire, le temps d'espérer un pays natal pacifié. Pour refuser ce statut, le gouvernement belge qualifie l'Afghanistan de pays sûr (Secrétariat d'État à la Politique de Migration et d'Asile), tout en le déconseillant aux ressortissants belges (Ministère des Affaires étrangères). L'argumentaire des manifestants du 22 octobre mentionnait la présence des militaires belges au pays, depuis une dizaine d'années, ainsi que le parcours d'Aref, arrivé en Belgique en 2009, à qui fut refusé à plusieurs reprises le statut de réfugié. Expérimentant en conséquence la galère et la misère, à la rue et sans aucun droit, le jeune homme opta finalement pour un retour «volontaire». Peu après son arrivée dans le pays sûr, il fut simplement abattu par balle, en plein jour, à l'âge de 22 ans.

Cette journée de manifestation se solda par 158 arrestations, réalisées dans un déluge de violence policière. La répression fut diligentée par un commissaire bien connu de tout manifestant bruxellois, pour sa brutalité et sa jubilation à réprimer les mobilisations sur le territoire de la capitale.

Ce matin-là, la situation des Afghans était évoquée par les parlementaires en Commission de l'Intérieur de la Chambre. Avec des associations d'aide aux migrants, ils y interrogeaient le Commissariat Général aux Réfugiés et Apatrides (CGRA) et l'Office des Etrangers (OE). L'avocate Selma Benkhelifa, en charge de dossiers d'Afghans, participait à ces auditions qui ne débouchèrent sur aucune avancée. «*Vers 13h, je suis sortie et j'ai rejoint les manifestants dont plusieurs commençaient à retourner vers la rue du Trône où ils logent dans un bâtiment désaffecté. Arrivés au métro Arts-loi, ils reçoivent le message suivant: profitant de votre absence, la police*

*est venue pour déloger les familles restées à la rue du Trône; toutes vos affaires ont été jetées dans la rue; il n'y a plus personne là-bas! (...) choqués et ne pouvant plus retrouver leur logement, ils décident de faire un sit-in. Pas pour organiser une nouvelle manif' mais pour réfléchir à ce qu'ils vont faire! La police leur dit de dégager; certains répondent: "On ne sait pas où aller: on va dormir ici!". On avait réellement affaire à des gens désespérés et ne sachant plus quoi faire»<sup>1</sup>.*

La police parlera de trouble de l'ordre public, non pour justifier la violence de l'expulsion du bâtiment, ni les insultes et le racisme exprimés durant l'action, mais pour désigner des gens assis et inoffensifs. L'avocate poursuit, «*j'ai vu arriver de nouveaux policiers avec des grands boucliers, des chiens sans muselière, etc. J'ai commencé à dire aux gens qu'il fallait absolument partir; que ça allait mal tourner... Au moment où les Afghans se levaient, les policiers armés de boucliers les ont encerclés. Les gens étaient bloqués par un "cercle de boucliers" qui les poussaient de toutes parts. D'autres policiers sortaient les femmes du cercle en les tirant par les cheveux de toutes leurs forces. Ils ont même éjecté une poussette avec un enfant dedans... A proximité, il y avait un vieux monsieur belge sur le trottoir: il a été balayé et jeté à terre! Puis les policiers l'ont relevé et l'ont placé de force à l'intérieur du cercle d'Afghans... Cette personne âgée, apparemment flamande, protestait et criait en néerlandais, mais les policiers ne voulaient rien entendre!*»

## La guerre contre les Afghans se déroule sur deux fronts, en Afghanistan avec l'armée belge, et à Bruxelles avec la police belge

Les actes policiers ne s'arrêtèrent pas là, car peu après est découvert gisant à terre un jeune homme ensanglanté, le crâne défoncé. Les policiers emmenèrent les manifestants, «*un par un, pour les arrêter. Puis, je vois qu'ils mettent un homme à terre et l'immobilisent. Un policier surgit et lui flanque une série de coups de pieds dans les côtes... Cet homme était à terre, ne pouvait strictement rien faire! Là, je me lève, m'approche de ce groupe de pandores et tente de les calmer. Je leur dis: la loi sur la fonction de police ne vous autorise pas à faire usage de violences sur une personne qui n'oppose aucune résistance. A ce moment précis, à trois mètres de moi, j'ai vu le commissaire Vandersmissen. Il m'a pointé du doigt en disant: L'avocate, là, en rouge: vous me l'arrêtez!*».

Aucun doute possible, les notions à aligner à la suite du mot "respect" semblent pour le moins mo-



Illustration: Catherine Pellin

dulables au sein des corps policiers. Le lendemain, certains policiers-manifestants en uniforme se grimeront le visage de coups et de sang. Étaient-ils déguisés en Afghans, pour saluer la bravoure des collègues la veille?

## JOURNALISTES ÉGALEMENT DANS LE COLLIMATEUR

Pour la police aujourd'hui, personne ne devrait entraver la bonne marche de leurs actes de répression, ni en être témoin. Un journaliste, couvrant les actualités du combat des Afghans, s'exprima publiquement sur les menaces, intimidations et violences verbales dont il fut victime de la part d'officiers de police. Il tint à exposer ses inquiétudes, notamment en regard du droit à informer librement. « (...) Au cours d'une seule journée, j'ai été arrêté deux fois par les mêmes policiers. J'ai été victime de violences physiques et psychologiques, de menaces, d'humiliations et d'intimidations. Mes droits ont été à plusieurs reprises bafoués. J'ai vu mes images être saisies, volées et supprimées par la police. Aujourd'hui, j'ai peur pour ma sécurité et celle des gens que je photographie, ainsi que pour ma liberté à exercer le métier de photographe de presse »<sup>2</sup>.

Après une action pacifique devant les locaux de l'Office des étrangers, terminée et observée par une équipe de télévision et une personne qualifiée par le journaliste de "photographe-citoyen", des camionnettes de police arrivèrent dans les rues latérales. « De loin, je remarque que l'équipe de TV Brussel se fait violemment interpeller alors qu'ils rejoignent leur voiture, idem pour le photographe-citoyen. Je vois quelques secondes après que des policiers se dirigent vers moi, accompagnés d'un agent de sécurité. J'ai reconnu le visage de plusieurs d'entre eux, ils étaient en effet venus harceler la semaine précédente les réfugiés afghans au 127, rue du Trône. Certains m'avaient ce jour-là menacé: "Toi, si on t'attrape, on va te niquer ta sale gueule, on va te démonter et détruire ton appareil photo". Prenant peur, plus pour mon matériel que pour moi, je me mets à cavalier. L'agent de sécurité m'a rattrapé et immobilisé au milieu de la Gare du Nord, j'ai été très brutalement plaqué au sol et menotté par huit à dix agents de police selon les témoins. C'est sous bonne garde, plié en deux et tel un dangereux criminel que l'on me fait rentrer dans un combi. A cet instant, je les ai entendus dire "tu vois, on t'avait dit

qu'on te retrouverait, maintenant, tu vas le regretter". Ils savaient que j'étais photographe de presse, ils me connaissaient. ».

Après un passage au commissariat, le journaliste est libéré vers midi. Il rejoint plus tard les personnes qui réclament la libération des militants arrêtés le matin. « Je les prends en photo pendant qu'ils scandent "Libérez nos camarades!", une policière vient gentiment leur demander combien de temps ils comptent rester sur le trottoir en face du commissariat. Cinq minutes après, sans avertissement, ils sont très violemment arrêtés. Le commissaire lui-même vient me chercher, alors que j'étais à dix mètres de là: "Tu n'as pas compris avec ce matin? Eh bien cette fois, tu vas comprendre et on va bien te le faire regretter", tels étaient ses mots. Aucun motif et de nouveau en arrestation administrative. Mon sac photo est immédiatement confisqué, je suis menotté, déshabillé et fouillé. (...) En sortant, j'ai pu découvrir que la majorité de mes images avait été supprimée et j'ai ressenti des douleurs lancinantes dans mon bras gauche toute la soirée. Cette journée ubuesque marque un tournant important des rapports entre la Presse et les Forces de l'ordre. Des journalistes ont été volontairement inquiétés et j'ai été arrêté parce que je gênais certains officiers. Dans un pays démocratique, comment est-il possible d'en arriver à une telle situation? ».

Ces deux témoignages sont éloquentes sur le climat dans lequel nous évoluons aujourd'hui. Qu'advient-il des afghans arrêtés le 22 octobre? Direction centres fermés pour étrangers, où ils connaîtront d'autres formes de violence d'État. La guerre contre les Afghans se déroule donc sur deux fronts, en Afghanistan avec l'armée belge, et à Bruxelles avec la police belge.

## LA RÉBELLION, PRÉTEXTE PARAVENT

Parmi l'argumentaire motivant leur manifestation, les policiers avançaient le chiffre de 1600 faits annuels de violence, portée sur des agents. Un rapide calcul révèle une moyenne de plus de 4 faits par jour! Là, nous rions, d'un rire certes jaune, mais néanmoins puissant. Ce chiffre inclut-il toutes les affaires de "retournements" de l'origine de la violence, effectués par les policiers pour masquer à posteriori leurs propres actes?

Cela devient de plus en plus systématique: lorsque les agents portent des coups sur des quidams et si, audacieux, ces derniers décident de porter plainte, très souvent les plaignants sont à leur tour attaqués pour violence contre un agent de la force publique, ou sont d'emblée accusés de "rébellion". Rideau! Il n'y a rien à voir... En justice s'opposeront alors deux versions, au sein d'un rapport de force pour le moins singulier.

Les exemples de violences policières ne manquent pas. Cela va de manifestants arrêtés avant le départ, d'autres frappés, des jeunes filles déshabillées, menacées de viol<sup>3</sup>, d'autres personnes victimes de torture<sup>4</sup>, etc... Comment s'étonner de la méfiance du public lorsqu'il voit poindre des uniformes à l'horizon? Quand la police représente une menace violente, et non une protection, comment encore s'étonner du manque de considération éventuellement accordée à ses agents?

Nous reviendrons sur tous ces sujets, mais prenons déjà rendez-vous: lors de la prochaine manifestation de policiers, organisons-nous, allons distribuer en bordure de cortège l'information de l'Observatoire des violences policières en Belgique<sup>5</sup>! Victimes ou témoins, n'oubliez pas d'y signaler tous vos témoignages!

Gérald Hanotiaux

(1) Citations extraites de l'interview de Selma Benkhalifa: "Le commissaire Vandersmissen est une brute", par le journaliste Olivier Mukuna, 24 octobre 2013. [www.femmesdechambre.be/selma-benkhalifa-le-commissaire-vandersmissen-est-une-brute](http://www.femmesdechambre.be/selma-benkhalifa-le-commissaire-vandersmissen-est-une-brute)

(2) Extraits du témoignage "Un photographe arrêté à deux reprises vendredi, la fin de la liberté de la presse en Belgique?", Thibault Kruyts, 20 octobre 2013. [pressformore.com/un-photographe-arrete-a-deux-reprises-vendredi-la-fin-de-la-liberte-de-la-presse-en-belgique-2](http://pressformore.com/un-photographe-arrete-a-deux-reprises-vendredi-la-fin-de-la-liberte-de-la-presse-en-belgique-2)

(3) Voir les faits sur des manifestants arrêtés en 2010, abondamment insultés par les agents et pour lesquels « l'officier Vandersmissen a fait le tour des cellules masculines, accompagné de collègues, et menaçant les détenus masculins avec une matraque en leur laissant le "choix" entre des coups et la sodomie », question parlementaire de Zoé Genot à la ministre de l'Intérieur Annemie Turtelboom, Chambre des représentants - Commission de l'Intérieur, compte rendu intégral CRIV 53-COM001, Réunion du 5 octobre 2010. [www.zoegenot.be/En-marge-de-l-Euro-manif-et-du-No.html](http://www.zoegenot.be/En-marge-de-l-Euro-manif-et-du-No.html)

(4) Le 9 décembre 2013 démarra le procès de 13 policiers. Ils avaient frappé, humilié et volé des personnes vivant à la rue et des sans-papiers: « frappées avec des câbles électriques dénudés, certaines avaient été offertes en cadeau à un anniversaire, comme souffre-douleur, une fillette tsigane de douze ans avait été tondu et humiliée », etc... Les faits furent dénoncés en interne, quatre ans après avoir été commis, par des policiers ayant brisé le 'code du silence'. Pour un fait connu, combien restent dans l'ombre?, citation extraite du JT de RTL, 9 décembre 2013. [www.rtl.be/info/belgique/faitsdivers/1053477/le-quotidien-de-ces-policiers-du-rail-tabasser-et-humilier-sans-abris-et-sans-papiers](http://www.rtl.be/info/belgique/faitsdivers/1053477/le-quotidien-de-ces-policiers-du-rail-tabasser-et-humilier-sans-abris-et-sans-papiers)

(5) Le tract est téléchargeable sur le site de l'Observatoire des violences policières en Belgique, mis en place par la Ligue des Droits de l'Homme. Nous développerons son travail dans le numéro de juin de Kairos. <https://obs.pol.be/>

# LE « CHANGEMENT » « CHANGE » TOUT ET NE CHANGE RIEN

Illustration: Jérôme Désert



remontons nos seins, tirons sur la peau de notre cou et de notre visage, injectons du botox dans nos fronts... Le culte de la jeunesse éternelle, qui n'est qu'un refus de la vieillesse (d'où aussi le mépris que nos sociétés occidentales modernes affichent à l'égard des vieux, qu'elles se complaisent à ne pas nommer, les appelant « personnes du 3ème âge », « personnes âgées », ...) et donc de ce qui la suivra, s'inscrit comme l'aveu d'un changement extérieur – d'apparence – qui n'est que spectacle: alors que les choses « changent » à un rythme effréné, on refuse le changement qui se produit en nous. Les événements de la vie qui marquaient le corps de la femme sont refusés pour les mêmes raisons: césarienne programmée pour « ne pas abîmer le corps », allaitement refusé pour les mêmes raisons. Tout cela se nourrit et nourrit le culte de l'homme éternel (les transhumanistes nous affirment que l'homme qui vivra 150 ans est déjà né).

ciété qui le gaspille sur sa tombe célèbre l'année du Patrimoine. Heureusement que les maigres crédits, cette année diminués, consacrés à ce Patrimoine purement culturel, sont surtout versés aux propagandistes des médias<sup>6</sup>. Homogénéisant la pensée, le rapport aux autres et aux objets vers un système total, TF1 vante le local tout en l'envahissant par une globalité destructrice. N'était-ce pas Patrick Le Lay, ancien PDG de TF1, qui disait dans un ouvrage: « pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible: c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible ».

Le changement perpétuel des objets qui nous entourent, leur mort industriellement programmée, trouve très certainement son succès dans un goût entretenu de la mode dont les résonances inconscientes paraissent, à y réfléchir un peu, évidentes. Changer les objets sans cesse, c'est s'assurer qu'ils ne nous survivront pas; changer les arbres, les bâtiments, les rues, les transports, remodeler sans cesse l'espace, c'est refuser le durable au profit d'un éphémère faussement rassurant. Un éphémère du décor qui nous renvoie en contraste un sentiment de permanence.

Cela rassure les êtres faibles que nous sommes, qui ne peuvent croire en leur propre mort. Comme l'expliquait Freud: « nous avons manifesté à l'évidence une tendance à mettre la mort de côté, à l'éliminer de la vie. Nous avons essayé de la passer sous silence (...) c'est que notre propre mort ne nous est pas représentable et aussi souvent que nous tentons de nous la représenter nous pouvons remarquer qu'en réalité nous continuons à être là en tant que spectateur. (...) De ce point de vue, comme de tant d'autres, l'homme des premiers âges survit inchangé dans notre inconscient. Ainsi, notre inconscient ne croit pas à la mort personnelle, il se conduit comme s'il était immortel<sup>1</sup>. » La société capitaliste qui ne se pérennise que grâce à la consommation de masse – et à l'exploitation qui la permet – se nourrit très certainement de cette illusion subjective d'immortalité. Comme le disait Yvan Illich, « dans notre siècle, le mythe de la consommation sans fin remplace désormais la croyance en la vie éternelle<sup>2</sup> ». Pourtant, cette illusion fait tout sauf nous aider à vivre. Car, encore, selon l'adage retourné de Freud, « si tu veux supporter la vie, organise-toi pour la mort<sup>3</sup> ». La vie moderne, devant donc nous laisser le temps de nous y préparer, nous en éloigne chaque jour un peu, malgré une intime conviction qu'on ne peut nous enlever: celle qu'on s'en approche. On continue donc à travailler<sup>4</sup> 40 heures/semaine, dans un rythme effréné, entre les enfants à conduire à l'école, les courses du samedi dans des lieux d'abondance surpeuplés, et l'organisation des prochaines vacances, temps de travail différé...

Aussi, pour ne pas changer et voir la mort, petit à petit, se marquer sur nos vies, on se change: nous

Mais ce changement n'est au fond que changement dans la continuité: on change pour continuer à croître; on croît pour ne pas changer. On construit l'éphémère, le durable apportant peu de profits aux agioteurs de toutes sortes. Le changement n'est alors que continuité de ce qui est: son approfondissement sans fin prévue.

Et puisque « notre » changement perpétuel nécessite de pourfendre la dignité humaine, et qu'on ne peut plus le nier – mondialisation de l'information oblige dans ce cas –, on promet le changement puisqu'on doit, à défaut d'être cynique, le promettre: des esclaves s'esquintant pour fabriquer nos vêtements éphémères au Bangladesh meurent brûlés et écrasés sous les décombres d'une usine occidentale, on promet le lendemain que tout changera. Des « clandestins » périssent noyés en tentant de rejoindre « nos » côtes, on s'agit dans des promesses de changement (que ce soit par la promesse d'un meilleur accueil ou celle – plus certaine d'effets – d'un contrôle renforcé). Conservatisme progressiste propre à nos élites éclairées<sup>5</sup> qui, de sommets climatiques en sommets climatiques, appuyées dans cette tâche par des médias serviles, promettent que cette fois-ci c'est la bonne. On feint donc le changement car on ne peut faire autrement; la volonté feinte et rendue publique annulant comme par magie la contradiction entre les faits: on dit que l'on change pour oublier que c'est en profondeur notre rapport aux autres et à la nature que l'on doit changer, se contentant d'aspects superficiels qui ne changent rien.

De même, très paradoxalement encore, le système médiatique entretient-il concomitamment la présentation d'un monde passé comme s'il était encore vivant et bien ancré, tout en prônant les éléments d'une modernité qui s'est employée à détruire ces structures anciennes. « Parallèlement à leur propagande pour le Développement, les divers médias de l'État, du Commerce et de l'Industrie diffusent toute une imagerie de la Nature et de la Campagne éternelles. Des écrivains bucoliques, fonctionnaires de la télé jettent un regard nostalgique sur la Bretagne ou les Landes à papa, dotées de toutes les vertus esthétiques et morale (...) désormais, dans la littérature et la Presse, il n'est question que de se donner des racines. Et la so-

Puisque « notre »  
changement perpétuel  
nécessite de pourfendre  
la dignité humaine, et  
qu'on ne peut plus le nier,  
on promet le changement  
puisque on doit, à défaut  
d'être cynique, le  
promettre

Il ajoutait: « rien n'est plus difficile que d'obtenir cette disponibilité. C'est là que se trouve le changement permanent. Il faut chercher en permanence les programmes qui marchent, suivre les modes, surfer sur les tendances, dans un contexte où l'information s'accélère, se multiplie et se banalise<sup>7</sup> »...

Alexandre Penasse

(1) Sigmund Freud, « Essais de psychanalyse », Éditions Payot, 1981. pages 26, 35, 36, 40.

(2) « Une société sans école », Oeuvres complètes, vol.1, p.262.

(3) Il détourne l'adage « si tu veux faire la paix, prépare-toi pour la guerre ».

(4) « Le latin palus (poteau) a donné les doublets pieu et pal (et ses dérivés empaler, palé, les plus techniques palée, palonnier, palplanche et palis [à l'origine de palissade et palisser, ainsi que du toponyme Lapalisse]) ainsi que travail « dispositif pour ferrer les bœufs » (cette machine [tripalium] comprenant trois poteaux, comme l'instrument de torture du même nom à l'origine de travailler qui évoque d'abord le tourment, la douleur. Le Petit Robert.

(5) « Combinaison en apparence contradictoire, le conservatisme progressiste est le fait d'une fraction de la classe dominante qui se donne pour loi subjective ce qui constitue la loi objective de sa perpétuation, à savoir de changer pour conserver ». Bourdieu P. La production de l'idéologie dominante, Éditions Raisons d'agir, Paris, 2008, p.72.

(6) Bernard Charbonneau, « Le changement », Éditions Le Pas de côté, Viezron, 2013. pp. 53-54. Voir la recension de l'ouvrage dans le Kairos de novembre 2013.

(7) Voir la définition de Patrick Le Lay sur Wikipédia.

# POUR EN FINIR

« Comme nous sommes fragiles, ai-je pensé, nous avons tous de grands mots à la bouche et nous nous vantons journallement et continuellement de notre endurance et de notre raison et, d'un instant à l'autre, nous basculons et devons étouffer les pleurs qui sont en nous »

(Thomas Bernhard, in *BETON*, « L'imaginaire », Gallimard, p.83)

Les bras m'en tombent, et tout le reste tombe dans un même irrépressible mouvement. Tout, absolument tout, est en train de tomber, de s'effondrer, se liquéfier, se dissoudre et prendre des formes abjectes et parfaitement innommables. Il est des soirs où, cherchant le sommeil, me viennent des images d'une radicale netteté et qui pourraient fort bien illustrer je ne sais quel livre ou film d'épouvante ou de science-fiction dont aucun auteur n'a jamais eu la moindre minuscule intuition. On y voit des foules s'en prenant à d'autres foules dans un marasme sanglant et meurtrier pour des quignons de pain ou des boîtes de conserve, des déchets de légumes pourris et des lambeaux de tissus; des magasins pris d'assaut et pillés par les multitudes que des escadrons de policiers, de gendarmes et autres forces armées tentent de disperser avec les moyens à la hauteur d'une situation qui ne serait rien que tout à fait – mais en vain! – insurrectionnelle. Ces moyens, décidés en haut lieu, vont des coups de matraques ou de crosses de fusil aux tirs à balles de guerre, en passant par la sophistication d'autres méthodes aujourd'hui à l'étude dans les états-majors des forces de l'ordre et qui, pour l'occasion, pourraient opportunément être expérimentées: gaz paralysants et asphyxiants, grenades assourdissantes et autres trouvailles nées des cervelles les plus modernes et acquises aux projets que se donne l'époque, ou, plus exactement, ses gestionnaires. Lesquels, de plus en plus en phase avec leur temps – qui n'est pas, ne pourra jamais être le nôtre – persévèrent, contre vents et marées, à poursuivre les projets et desseins de leurs maîtres.

Passée la sinistre période des fêtes de fin d'année, on va voir se déployer partout les sempiternelles promesses de mieux, de plus, d'encore et de *tellement nouveau et intéressant* venant des communicateurs au service des nains politiques

S'en est assez! S'en est trop! La coupe est pleine, elle n'est pas loin de déborder. Et cela va être de plus en plus épouvantablement sordide et cruel. Passée la sinistre période des fêtes de fin d'année (qui aura eu le cœur de souhaiter une *bonne année* à ses proches!?) on va voir se déployer partout les sempiternelles promesses de mieux, de plus, d'encore et de *tellement nouveau et intéressant* venant des communicateurs au service des nains politiques qui partout et à tous moments vont se lancer dans les grandes manœuvres de séduction à l'endroit de leurs futurs électeurs, qui ne sont, proprement, que ce troupeau hagard et abruti, assommé et perversi par des décennies d'une propagande digne des États *autoritaires* de

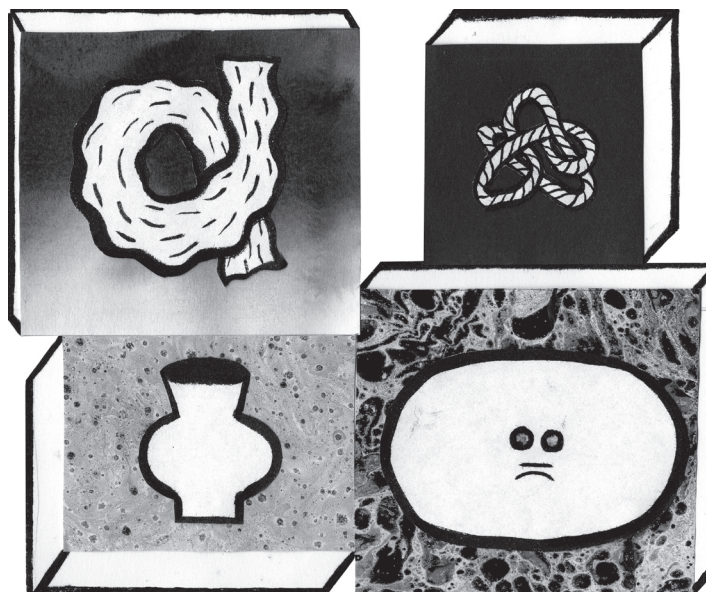


Illustration: Anne Brugini

jadis à laquelle, vaille que vaille, ici et là et avec des fortunes diverses on s'évertue, avec une belle et louable obstination à dénoncer la perversité et l'ignominie. Mais, hélas, hélas\*... tout ce qui pourrait faire rendre gorge à l'impudente prétention des professionnels de la pensée dominante tombe dans les millions, les milliards d'oreilles d'autant de sourds. Sourds, aveugles, paralysés, englués et comme pétrifiés sont, pour le plus grand nombre, les hommes – et les femmes – de ce temps. Il suffit, pour s'en convaincre (et pour autant qu'il le faille encore) d'avoir pénétré l'espace de quelques minutes dans l'un des temples consuméristes d'une quelconque périphérie de ville moyenne à la veille des fêtes de fin d'année ou d'avoir, par simple curiosité *anthropologique*, seulement un peu, juste un peu, déambulé au milieu des *chalets de l'un ou l'autre des Marchés de Noël* qui ont proliféré partout, pour se convaincre quasi définitivement de ce que la bêtise, la repoussante et sordide bêtise qu'engendre l'époque est bel et bien partout accomplie, comme s'accomplit partout la fin de l'esprit et le recul général de l'intelligence. Contre cela, hélas, les plus obstinés de ceux qui, justement, dans ces pages et ailleurs, tentent d'ameuter et convaincre le public mais aussi celles et ceux qui constituent nos piteuses élites de ce qu'il faudrait mettre en œuvre pour en finir avec l'épouvantable réalité en sont, aujourd'hui, à faire le douloureux constat de leur impuissance et de la vanité de leurs efforts.

Ici, l'on constate que les propriétaires du monde en sont à mettre en place une nouvelle et inédite forme de féodalité, avec, d'un côté, des nantis contrôlant absolument toute la marche du monde et s'en accaparant toutes les richesses et, de l'autre, la foule grandissante des nouveaux serfs qui sont dans l'incapacité foncière de seulement appréhender, s'expliquer et encore moins comprendre ce qui se joue contre eux; là, on dit clairement qu'une forme de fascisme *soft* remplace peu à peu et inéluctablement ce que furent nos démocraties parlementaires et, ailleurs encore, on en est à prédire les pires perspectives en matière d'environnement, on évoque le spectre de la guerre qui, pour certains, serait une aubaine et une manière comme une autre de poursuivre et accomplir de manière radicale l'inexorable chute où nous sommes entraînés. Certes, il s'en trouvent pour, encore et envers et contre tout, continuer d'espérer on ne sait quels mouvements sociaux de grande ampleur, la prise

de conscience soudaine des multitudes ou la conquête du pouvoir politique par le truchement des suffrages qui s'exprimeraient en la faveur de telle ou telle organisation ou parti d'avant garde. Outre la sympathie et la communauté d'idées que l'on peut éprouver et partager avec les uns et les autres de ceux qui refusent de *baisser les bras*, on n'en est pas moins forcé de constater que les temps sont loin d'être mûrs pour le tant espéré et attendu grand chambardement, loin s'en faut.

Alors, que faire? Que penser, dire ou écrire, qu'espérer encore si l'indifférence et l'abattement imprègnent et obstruent à ce point tout l'espace? Il en est pour prophétiser et, par avance, presque, se réjouir de l'imprévisible soudaineté de telle ou telle catastrophe ou cataclysme majeur, qui serait le résultat d'un des caprices dont la nature a le secret ou, encore, relevant de dysfonctionnements majeurs de la grande machine de la production et de la distribution de ce à quoi nous sommes collectivement tellement dépendants et qui provoqueraient, ce cataclysme ou cette catastrophe, une subite et universelle réaction de la part de ceux qui, jusque-là, se pensaient à l'abri de tout. Or, à la vérité, ce ne sont pas les *catastrophes* ni les *calamités* qui manquent! Les poisons de toutes sortes dans notre alimentation de tous les jours et dans l'air que nous respirons; les suites de plus en plus alarmantes de l'accident survenu à la centrale nucléaire de Fukushima lors du tsunami qui a ravagé les côtes japonaises, tout cela et le reste, presque à l'infini, constitue le décor sordide au milieu duquel nous continuons, collectivement et individuellement d'aller benoîtement et comme si de *rien n'était*.

Devant cela, la colère même n'est plus de mise; ni le chagrin, ni la pitié. Seulement un immense désarroi, une fatale lassitude et une tristesse sans nom. Au risque de « *désespérer Billancourt* » j'en suis à me demander s'il ne serait pas bon que je m'adonne à je ne sais quelles études ou distractions: l'entomologie, la collection de timbres, de bagues de cigares; ou la pratique du yoga. Quant au suicide, la question reste pour l'heure en suspens...

Jean-Pierre L. Collignon

\* Charles de Gaulle, au lendemain du putsch des généraux à Alger.

# QU'EST-CE QUE JE FOU LÀ?

Léonore Frenois

Le 16 juillet 2013, j'arrive avec ma valise à la Clinique de la Borde, dans le Loir-et-Cher. Cette institution psychiatrique privée agréée par la Sécurité sociale, fondée en 1953 par le neuropsychiatre Jean Oury - qui est toujours son actuel directeur - naquit du mouvement de la psychothérapie institutionnelle. Ce lieu est connu du plus large public grâce au film «La moindre des choses» de Nicolas Philibert. Qu'en est-il de ce lieu aujourd'hui, comment y vit-on, quelles rencontres y fait-on, comment y circule-t-on ? Quelle est cette ambiance particulière, entre légèreté, bienveillance mais aussi souffrance ?



Illustration: Léonore Frenois

A Blois, je prends la «Chauffe», navette entre la gare et le château de la Borde. Les labordiens aiment nommer à leur manière les usages si spécifiques du lieu. Le lendemain, mon sympathique chauffeur sera le «poisson-pilote» qui me fera faire le tour de l'institution. Je me présente à tous ceux que je croise, je suis la nouvelle stagiaire. Je l'accompagne dans les différents lieux articulés autour du château dans lesquels on vit et entre lesquels on circule. Mon guide me montre sa chambre, passe à l'infirmerie demander un Xanax. Je ne réalise qu'à ce moment-là que mon poisson-chauffeur est pensionnaire. Ce n'est que par indices que je finis par savoir qui est «soignant» et qui est «soigné». Les soignants sont appelés «moniteurs» et les soignés «pensionnaires», mais on appelle un chat un chat et la «folie» et le «fou» ne sont pas des mots obliés, retrouvant ainsi leurs lettres de noblesse<sup>1</sup>. Cette confusion me permet d'entrer dans la rencontre en mettant de côté mes *a priori*. En effet, on peut souffrir d'une importante dépression ou de schizophrénie et pourtant toujours savoir conduire une voiture et prendre des responsabilités par rapport au collectif.

Un certain nombre de pensionnaires ont eu un métier et ont encore un savoir-faire, voire un talent dans un domaine spécifique. J'apprends de chacun et les sujets de conversations et l'entrain ne manquent pas. Je me pose la question sur le moment où tout a basculé pour eux ... C'est lors de ces rencontres que l'on réalise qu'il n'y a pas de frontière nette entre le normal et le pathologique. La Borde, c'est «la moindre des choses» que l'on puisse faire alors, c'est-à-dire un espace où «on leur fout la paix» et où il s'agit avant tout «d'éviter le pire», ce qui n'est déjà pas si mal.

Pas de blouses blanches ici, de hiérarchie cloisonnée et de séparation antagoniste des rôles. A la Borde, chacun a bien un statut mais ne s'y identifie pas totalement. Un pensionnaire ou un cuisinier pouvant avoir une fonction thérapeutique plus importante qu'un soignant pour un autre pensionnaire. «Chaque rencontre avec autrui provoque des résurgences de souvenirs.» Cet aphorisme de François Tosquelles nous rappelle aussi que le transfert se fait là où on ne l'y attend pas toujours. C'est l'inattendu, le hasard de la rencontre qui règle la vie au château de la Borde. Et pourtant, le collectif est structuré, organisé, a ses lois, mais sans rigidité bureaucratique. On tente de trouver une solution pour chacun tout en l'articulant au groupe. On en discute lors des réunions quotidiennes et hebdomadaires, pendant lesquelles on peut penser l'action.

«C'est humain» me dit Patrick<sup>2</sup>, pensionnaire de longue date qui me dit sur le ton de la confiance qu'il est amoureux de ce château et que ce château est le sien. Je pense alors: *un lieu où chacun est chez lui ? Un lieu de soin au sens de prendre soin de l'autre ? La guérison qui viendrait de surcroît ? Le mieux vivre avec la maladie plutôt que la guérison ? Un château pour les fous ?* J'ai cette image d'Épinal de Jean Oury, jeune psychiatre, mécontent de l'administration de l'institution où il exerçait alors, s'embarquant sur les routes avec une trentaine de patients, logeant une quinzaine de jours d'hôtel en hôtel. Passant un jour en moto devant un magnifique cèdre, il découvrira le château et ses dépendances, que le propriétaire lui vendra pour une bouchée de pain...

Ni clôtures, ni murs, ni portes fermées à clef (si ce n'est les infirmeries), de chambres d'isolement, mais un château et de multiples chemins pour mener d'un endroit à l'autre, une diversité de lieux de

dimensions et de styles différents, mais toujours à taille humaine, étalés dans le très grand domaine: le potager, la chapelle devenue bibliothèque, le secrétariat du club, les tréteaux pour le théâtre, le poulailler (et ses chevaux), la rotonde, le bureau de coordination médicale, la garderie pour les enfants du personnel<sup>3</sup>, et les secteurs: le Bois, les Pilotis, le Parc et l'Extension, qui regroupent au total une centaine de pensionnaires.

L'hétérogénéité des lieux va de pair avec celle des personnes qui y vivent ou y travaillent. Les moniteurs sont aides-soignants, infirmiers, psychologues de formation mais aussi sans formation dans le domaine du soin. Quant aux pensionnaires, ils ont entre 20 et 90 ans environ, certains sont là pour un court séjour, d'autres y passent leur vie, certains anciens pensionnaires fréquentent la Borde en journée (hôpital de jour). Mais que seraient ces lieux tantôt ouverts, tantôt intimes, sans une libre circulation ? Chacun va et vient, beaucoup savent où aller, d'autres se font embarquer par un acolyte au détour d'un chemin. La «Feuille de jour» est là pour nous rappeler les activités du jour ou la réunion «R.A.I.L.» pour celles de l'après-midi, on y accueille aussi les nouveaux venus. Et des chaises, partout des chaises, occupées, vides, parsèment les lieux. Les secteurs n'ont pas toujours l'élégance du château et sont parfois sombres et sales. Mais ce qui est encore plus frappant c'est qu'après quelques jours passés à la Borde je ne vois plus la même réalité, l'humain ayant pris le pas sur le matériel. Le ménage réalisé par pensionnaires et moniteurs se fait en privilégiant la relation qui s'y noue. Ainsi, le balai m'a permis mieux qu'un diplôme de me lier (d'amitié ? Je ne saurais dire) avec Antoine qui ne peut quitter son lit. M'occuper des petits papiers de Claire a un effet apaisant pour cette petite dame aux prises avec des moments d'angoisse impressionnants. Aider à sa demande Yolande à se laver crée un lien qui lui fera peut-être me montrer quelques jours plus tard ses photographies. J'y découvre alors la Borde d'il y a trente ans, identique. Rien ne semble avoir changé, si ce n'est peut-être un lave-vaisselle, un ordinateur, un escalier incendié... Rien n'a changé

Ni clôtures, ni murs, ni portes fermées à clef, de chambres d'isolement, mais un château et de multiples chemins pour mener d'un endroit à l'autre, une diversité de lieux de dimensions et de styles différents, mais toujours à taille humaine, étalés dans le très grand domaine

à la Borde, mais le mouvement psychique, social et institutionnel est en perpétuel mouvement.

Un lieu chargé d'histoire(s), où sont passés plus ou moins longtemps des Félix Guattari (co-directeur de la Borde), Jean Renoir (qui voulait faire un film sur la Borde vers 1960), Fernand Deligny (qui y fut invité), Min Tanaka (qui a dansé le butô devant le château)... Les personnes qui y sont passées et les événements qui jalonnent l'année comme la fête du 15 août ou plus ponctuels comme les tournages, constituent une histoire commune. Mais c'est le quotidien qui est ici élevé au rang le plus supérieur: «Dieu gît dans les détails»<sup>4</sup>. Une tâche n'est a priori pas plus importante qu'une autre, le spirituel et le matériel se mêlent, de même que le singulier et le collectif. Lors du «Bar-à-thé», Patrick, qui refusait déjà de manger au repas du soir car il disait ne pas le mériter, est replié sur lui-même, ressasse. J'insiste pour lui offrir des gâteaux, il finit par accepter, déguste et son visage s'illumine: «*Je n'ai jamais rien mangé d'aussi bon!*». Il nous rejoint ensuite dans divers jeux. Ici, on parle de l'attention portée à l'ambiance, Oury utilise aussi le terme de *connivence*.

Le lieu où on est hospitalisé est avant tout un lieu d'existence, un lieu où s'articule singulier et collectif, une microsociété avec ses conflits aussi, où on essaye de vivre ensemble au quotidien. Alors que ce qui caractérise la psychose, c'est justement ce lien qui s'est brisé avec l'autre. A ce propos, je relis mes notes (du séminaire sur Szondi organisé à la Borde par le psychanalyste Marc Ledoux.): «La vie commence avec le contact: toucher et être touché: est-ce qu'on est capable d'être touché? Est-ce qu'on est capable de créer une société alternative, où on toucherait l'autre avec la plus grande bienveillance et prudence possible, cet autre qui a été

maltraité par l'existence ?». La psychothérapie institutionnelle, ce n'est non pas une «société idéale» mais avant tout un outil à penser.

Oury se dit influencé par Kierkegaard, Gide, Lacan, Marx. Mais aussi et surtout par son ami le psychiatre catalan François Tosquelles, fondateur du paradigme critique de la psychiatrie qu'est la psychothérapie institutionnelle, intrinsèquement liée à son expérience des camps de concentration. Ainsi, Oury distingue deux types d'aliénation: l'aliénation psychotique et l'aliénation sociale. Je me rappelle de son anecdote à ce propos: enfant, il enfermait des grenouilles dans un bocal et le lendemain, au lieu qu'elles aient proliféré, leur nombre avait diminué car elles s'étaient dévorées entre elles. Ce bocal, on va l'ouvrir, chercher à soigner l'établissement en permanence. Et mettre en place une structure permettant une quasi autogestion<sup>5</sup> par les pensionnaires eux-mêmes, avec une vraie prise de parole et de décision. Une structure qui fasse repère, qui se repère, mais qu'on puisse aussi remettre en question.

Ainsi à la Borde, on est frappé par l'important nombre de réunions: du rez-de-chaussée, médicales, du personnel, du Club, d'accueil, Peachum, etc. La liste est encore longue, chaque atelier et secteur ayant sa réunion. Où on va, où on ne va pas, où on passe, où on reste... Cette prise en charge commune du quotidien n'est pas sans effet thérapeutique, les patients voyant leur activité psychique déplacée sur d'autres problèmes que leur mal de vivre. Patrick me confie: «*J'essaie d'avoir du lest dans mes pensées*». Je note, j'essaie aussi...

Léonore Frenois

(1) Ici, on est plus proche de la pensée du fou du Moyen-Âge et de la Renaissance où la folie fait partie de l'homme que de l'âge classique. Ce 17e siècle cessera de considérer la "déraison" comme l'expérience de toute existence humaine. Ce changement de perception crée alors l'internement et ainsi l'opposition normal-pathologique. On y rejette toutes les formes d'inutilité sociale et donc toute une catégorie de la population. Comme unique thérapeutique: le châtement. La déraison devient la dénomination permettant de mettre sous clôture tout ce qui dépasse, trouble la morale: malades vénériens, débauchés, blasphémateurs, alchimistes, suicidés, etc. On voit à quel point il s'agit de la sensibilité d'une époque donnée. L'oeuvre de Michel Foucault traitera de ces thématiques hétérotopiques.

(2) Les prénoms cités dans cet article sont des prénoms d'emprunts.

(3) La garderie ressemble à une cabane élaborée avec vue sur un étang, où tout semble construit à taille d'enfant, comme un décor d'Alice. On m'a dit qu'elle a été construite grâce à Françoise Dolto avec les droits d'auteur d'un de ses livres...

(4) Phrase d'un pensionnaire et titre du livre de Marie Depussé paru aux éditions P.O.L., écrivaine fréquentant la Borde depuis près de soixante ans.

(5) Deux entités sont créées pour permettre la prise de décision des pensionnaires eux-mêmes: le Club et le comité

Pour aller plus loin:

Oury J. & Faugeras P., 2012, Préalables à toute clinique des psychoses, Erès.

Foucault M., 1972, Histoire de la folie à l'âge classique, Tel Gallimard.

Oury J. & Depussé M., A quelle heure passe le train?, Calmann-Lévy.

Tosquelles F., 1995, De la personne au groupe, Erès.

Norgeu A.-M., 2006, La Borde: le château des chercheurs de sens?, Erès.

- Mais aussi les sites: <http://www.revue-institutions.com>; <http://www.collectifpsychiatrie.fr>; <http://www.croixmarine.com>; <http://www.euro-psy.org>

- Les films: «La Borde ou le droit à la folie»: <http://www.youtube.com/watch?v=k83tSwreK8w> et «La moindre des choses»: <http://www.youtube.com/watch?v=CKJp9JLqTKY>

## SAINTE-ANNE, UN CLASSICISME ANTAGONISTE À LA BORDE ?

Après deux mois de stage à la clinique de la Borde, j'arrive en tant que stagiaire-psychologue au Centre hospitalier Sainte-Anne, dans le XIVème arrondissement de Paris. C'est un des quatre Etablissements Publics en Santé Mentale [EPSM] de la capitale. Un lieu où jadis se tenaient les fameux quartiers biens clivés des "Agités", des "Gâteux", etc. Au milieu du XXème siècle, les mouvements antipsychiatriques et la psychothérapie institutionnelle ont fort besoin à supprimer ce style d'organisation hospitalière. Le Sainte-Anne de 2014 n'est certes plus le Sainte-Anne de la *Cité des fous* de Marc Stéphane, cependant, l'institution s'est éloignée des principes refondateurs de la psychiatrie depuis quelques décennies.

Être en stage à Sainte-Anne après avoir été en stage à la Borde permet de se rendre compte d'une pratique psychiatrique et organisationnelle parfois diamétralement opposée. Dans l'unité où je joue le psychologue en herbe, je suis un peu étonné voire mal à l'aise d'être dans la salle de transmission des infirmiers, séparée de la salle d'attente. Ce qui me choque, c'est ce schisme rendu visible par l'évidence de l'architecture entre les "soignés psychotiques", sortes de Vénus de Milo au corps psychique amputé qui attendent patiemment les soins des "soignants normotypiques", sortes de sculpteurs en blouse blanche. La métaphore paraît grossière, cependant, il est bien visible qu'ici, les patients patientent et les soignants soignent, tel le sculpteur qui sculpte et la statue qui attend d'être sculptée avec une patience éternelle.

Ici, chaque patient "bénéficie" d'un programme de soins, établi entre le patient lui-même, son tuteur ou curateur légal le cas échéant et le médecin-psychiatre s'occupant du suivi. Les soignants avec lesquels j'ai pu travailler sont pourtant dans une vision de la psychiatrie intéressante: ils ne visent pas seulement le silence des organes ou l'annihilation de la symptomatologie, mais essayent pour la plupart d'aller dans une compréhension et un soin du sujet. Soigner le sujet plutôt que guérir sa maladie. Subtile nuance qui pourrait peu à peu disparaître.

Ce qui me pose donc question ici, ce n'est pas les référentielles théoriques, la qualité de la formation des soignants, la motivation des équipes mais bien la clinique institutionnelle, la conception du collectif et la problématique du statut-rôle-fonction. Ici, il n'est pas question qu'un infirmier fasse le travail d'un aide-soignant, ses tâches pouvant paraître moins dignes de leur qualification. Ici, c'est avec les psychiatres que l'on s'entretient lors des rendez-vous. Hors de ces instants précis et circonscrits, l'espace-temps du langage se trouve fort réduit. A la Borde, la "clinique interstitielle" est hautement digne: on y travaille l'ambiance, les relations, l'existence. Dans mon unité à Sainte-Anne, la "clinique de l'entre-deux" est peu valorisée, non travaillée et n'est qu'un temps d'attente entre deux choses, pour ainsi dire un temps inutile. Durant une promenade de cinq minutes avec un pensionnaire labordien, j'en apprenais parfois plus qu'en quarante-cinq minutes d'entretien avec un patient de Sainte-Anne. Ici, le patient est perçu principalement dans son individualité, dans ses rapports avec sa famille, son tra-

vail, etc. Le rapport avec les autres malades semble peu intéresser les soignants qui ne paraissent pas accorder de crédit à l'analyse du rapport du patient au collectif. C'est d'ailleurs peut-être parce qu'ici les patients forment un "tas de gens" comme le décrit Oury, contrairement à la Borde où l'on vise la formation permanente et plastique d'un collectif.

La Borde, un modèle alternatif possible et pertinent pour la psychiatrie ? Certains détracteurs peu avisés pourraient répondre que le modèle labordien n'est pas duplicable car trop coûteux, avec un discours semblable à «*C'est normal que La Borde fonctionne bien, c'est une clinique privée, avec un château, beaucoup de dépendances, des chevaux, un énorme potager, des fêtes sans arrêt. Ils ont du fric c'est sûr*». A cela, répondons très prosaïquement que le prix de journée à la Borde est en moyenne six fois moins élevé qu'un EPSM classique, ce qui donne par exemple 120€ par jour et par patient pour la Borde contre environ 800€ par jour et par patient pour Sainte-Anne. Et pourtant la Borde est constamment en proie au risque de fermeture, notamment du fait des exigences de plus en plus importantes de la Haute Autorité de Santé. Alors que d'un point de vue économique, éthique et du soin, la Borde reste encore aujourd'hui un passionnant modèle alternatif de soin psychique et de mutation sociétale.

Jill-Yann Doron

# PAS DE PLACE POUR LES HANDICAPÉS DE GRANDE DÉPENDANCE!

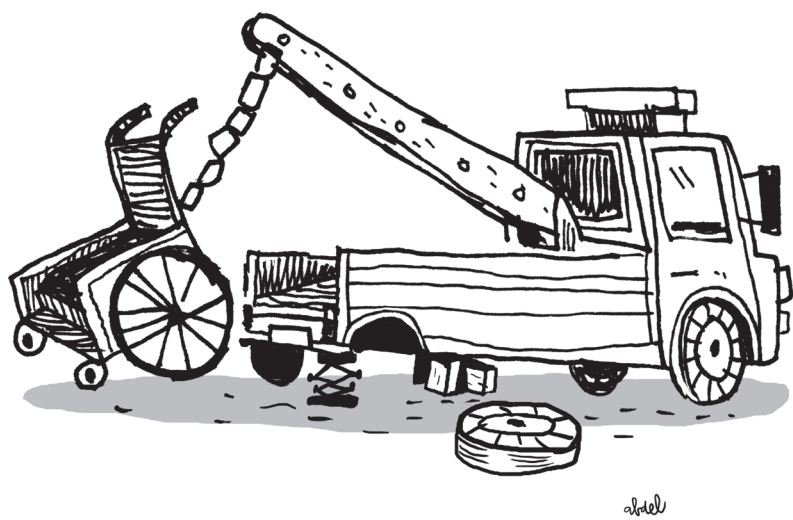


Illustration: Abdel Bouzbib

La nuit, je rêve qu'un des enfants du Roi et de la Reine est handicapé. De grande dépendance. Mathilde et Philippe, chacun à son tour, aide leur enfant à manger, à boire, à s'habiller et à s'essuyer le derrière. Ils calment ses crises d'angoisses. Cet enfant est infirme moteur cérébral ou autiste, polyhandicapé ou atteint d'une maladie neurologique dégénérative ou génétique. Quand il atteint l'âge de 21 ans, ses parents l'inscrivent sur les listes d'attente des structures d'accueil adultes. À Bruxelles, en Wallonie, en Flandre, partout. Pas de place. Alors, comme ils ne sont pas Roi et Reine pour rien, ils convoquent le gouvernement et lui assènent quelques bons petits coups de baguette magique sur les doigts. Comme ils sont non seulement riches et puissants mais aussi très bons, ils proposent la création de dizaines de structures d'accueil pour tous les enfants qui, comme le leur, est en situation de grande dépendance! Car ils sont nombreux dans le royaume. D'ailleurs, pour m'endormir, je les compte et j'arrive à... 73 800. Rien qu'à Bruxelles, ils sont 7 000 dont 10% seulement bénéficient d'une solution satisfaisante.

Un matin, des assistantes sociales et des parents se réveillent, gueulent une bonne fois «*Basta*», boivent un café plus serré que d'habitude et créent le GAMP: le Groupe d'Action qui dénonce le Manque de Places pour les personnes handicapées de grande dépendance. Grâce aux Sit-in devant les ministères et les parlements, aux interpellations, à la distribution de cacahuètes aux députés (échange de bons procédés), aux campagnes de sensibilisation, au lobbying auprès des autorités et des médias, le monde politique est sommé d'ouvrir les yeux sur une situation qui perdure depuis des années.

## «NON ASSISTANCE À PERSONNE EN DANGER»

Le GAMP ainsi que vingt autres associations décident de frapper un grand coup et, par l'entremise de la Ligue des Droits de l'Homme, porte plainte contre l'Etat belge. Le 29 juillet 2013, le Comité européen des droits sociaux condamne – à l'unanimité! – la Belgique pour non-assistance à personne en danger. «*Outre les pertes financières que cet état de choses entraîne pour les familles, celles-ci s'exposent à des efforts encore plus importants lorsqu'elles se mobilisent avec leurs propres moyens afin de mettre en place, sans subventions*

*publiques, des centres d'accueil et d'hébergement appropriés. En conséquence, le manque de solutions d'accueil et de services sociaux adaptés aux besoins des personnes lourdement handicapées met de nombreuses familles dans un état de précarité qui fragilise leur cohésion, ce qui équivaut à un manque de protection par l'État de la famille en tant que cellule de la société*», précise le Comité dans son rapport.

Il est piquant de constater que le gouvernement belge a dépensé plus d'énergie à réfuter sur 112 pages les accusations faites à son encontre qu'à chercher des solutions. La réponse de l'Europe ne s'est pas fait attendre: «*Aucune justification avancée par le Gouvernement de la Belgique relative à sa carence d'assurer un nombre de places (suffisant) dans des centres d'accueil et d'hébergement pour les personnes handicapées adultes de grande dépendance n'est susceptible d'être retenue. Le Comité dit, par conséquent, que cette carence est constitutive de violation de la Charte*». Et VLAN!

## TANT D'INDIFFÉRENCE!

Au-delà du fait que les handicapés et leurs proches ne représentent pas un enjeu électoral suffisant, le mal est sans doute plus profond: la personne handicapée de grande dépendance représente l'antithèse de ce que promotionne le politique à savoir la croissance, la performance, le progrès, l'accumulation des biens et des récompenses. Mais voilà, la lenteur, le désintérêt pour les biens matériels, l'indifférence manifeste à l'égard des marques et de la publicité, ne sont pas des valeurs que nos responsables politiques souhaitent promouvoir. Elles sont même à l'opposé de ce que la société attend de ses membres. Si la personne handicapée est capable de communiquer, elle va droit à l'essentiel et, en dehors des questions purement pratiques, pose des questions quant à sa condition d'être humain. Elle oblige les proches à voir le monde autrement. À admettre que, malgré ce qu'elle tente de nous faire croire, la société du tout-maîtrisé est un leurre. Ah, ce monde où l'indépendance est magnifiée! Ou toute demande d'aide ou tout aveu d'impuissance est perçu négativement! Un handicapé de grande dépendance nous apprend l'humilité, nous incite à ne pas considérer comme honteux le fait d'être vulnérable. Une affiche collée sur la porte vitrée du lieu de vie de ma fille situé à 150km de mon domicile bruxellois mais que je m'estime chanceuse d'avoir trouvé parce qu'elle y est heureuse,

prévient: «*Vous pénétrez dans un lieu où la vitesse n'est pas de mise*». Et ce mot, vitesse, vous l'aurez compris, en contient beaucoup d'autres...

Enfin, et c'est peut-être le plus important, la personne handicapée nous rappelle à quel point notre condition de valide est fragile et éphémère. Dans son fauteuil roulant ou à cause de sa démarche claudicante, à travers ses comportements «*déplacés*» ou hors-normes, en parlant avec difficulté ou pas du tout, en utilisant un autre système de communication que la parole, elle révèle à tous que son handicap, inné ou acquis, peut arriver à n'importe qui. Les handicapés sont la caricature vivante de ce que nous ne voulons pas être: imparfaits. Ils tendent au valide un miroir dans lequel, en partie, celui-ci se reconnaît. Et l'homme politique, plus que tout autre être humain sur terre, veut toujours, partout, paraître (et non être) le meilleur. Les parents veulent cependant croire qu'ils ne sont pas tous comme ça...

## LA NÉCESSITÉ DE CONSTRUIRE

Et en attendant, ils initient des projets. Ceux-ci sont soit en attente depuis des années (c'est le cas pour quatre projets menés par des ASBL de la Région Bruxelles-Capitale) soit sont développés par des parents qui font appel à des fonds privés. Ceux qui y parviennent doivent continuellement se battre pour maintenir «*l'entreprise*» à flot (l'essentiel du Dr. Englebort à Lasne, par exemple). À l'instar de ce qui a été créé dans certains pays de Scandinavie, en Angleterre ou en Hollande, Anne-Françoise et Bernard Riat, parents d'Olivier, ont, eux, fondé les Pilotis: des maisons existantes pouvant être aménagées pour accueillir cinq résidents, leurs accompagnateurs et, au dernier étage, des locaux valides d'accord pour participer à la vie de la petite communauté. L'idée, innovante, citoyenne, susceptible d'être étendue à toute la ville et donc de résorber de façon définitive le problème du manque de place, devrait intéresser les pouvoirs publics. D'autant plus que c'est une solution économique: beaucoup de bâtiments sont à l'abandon. Depuis le début, le GAMP prône une politique transversale qui réunirait autour de la table le ministère du logement, de la personne handicapée, de l'emploi (pour subsidier le personnel accompagnant) ainsi que les communes. Mais jusqu'à présent, chacun se renvoie la balle, refusant de s'engager, décrétant que la problématique du handicap n'est pas de son ressort et blablabla.

Le projet des Pilotis a aussi le mérite de correspondre au fameux décret inclusion que la ministre responsable de la personne handicapée (Evelyne Huytebroeck) défend. «*Les malades ont-ils dû eux-mêmes financer les hôpitaux? Les parents ont-ils eux-mêmes construit les écoles et les crèches? Non. Alors pourquoi, systématiquement, l'initiative, en ce qui concerne le handicap, est-elle laissée aux parents?*» demande le GAMP qui attend maintenant que les autorités politiques fassent connaître les actions concrètes qu'elles comptent mettre en place afin de remédier à une situation depuis longtemps dénoncée, niée contre toute évidence, et aujourd'hui internationalement reconnue. Une bataille a été gagnée mais pas encore la guerre.

**Corine Jamar**

Auteure, maman d'une jeune fille polyhandicapée

# LES PARTIS CONTRE LA DÉMOCRATIE

L'effervescence des fêtes de fin d'année 2013 et la bonne humeur ambiante ont permis d'éclipser un évènement politique déterminant pour notre avenir. C'étaient les 20 et 21 décembre derniers, jours où ont eu lieu les votes de ratification par les parlements wallon, bruxellois et de la Fédération Wallonie-Bruxelles du TSCG, soit le traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance en Europe. Ce traité, signé par les représentants des Etats membres de l'Union européenne (à l'exception du Royaume-Uni et de la République tchèque) le 2 mars 2012, est ainsi définitivement ratifié par l'Etat belge qui, en vertu de sa Constitution, présente la particularité de devoir soumettre tout traité aux sept parlements élus du Royaume. La Chambre et le Sénat ont ratifié le texte avant les vacances d'été, dans le plus grand silence, les partis de la majorité gouvernementale votant pour, les écologistes votant discrètement contre; les parlements flamand et germanophone ont suivi. La boucle est bouclée avec les votes des 20 et 21 décembre.

**Sur les grands enjeux qui engagent l'avenir de nos sociétés, voire de l'humanité elle-même, et qui exigent des mesures immédiates, le fonctionnement actuel est pervers et inefficace puisqu'il est biaisé par les intérêts de court terme**

La portée de ce traité est sans précédent: il enferme les Etats signataires dans un carcan budgétaire intenable, soumet les parlements à la tutelle technocratique de la Commission européenne et préconise une austérité sans perspective (sinon celle d'une reprise de la croissance, dont tout indique qu'elle n'aura pas lieu).

Les initiatives citoyennes et syndicales visant à forcer un véritable débat public sur les enjeux de ces traités se sont heurtées au mur des partis représentés dans les divers parlements. Alors qu'une audition des représentants syndicaux francophones avait été programmée au Parlement wallon en automne, cette audition a été postposée plusieurs fois au point de se dérouler à Bruxelles deux jours avant le vote. Ainsi, son impact dans l'opinion ne pouvait être que nul, ce qui était manifestement le but poursuivi.

Certains parlementaires ont avoué leur malaise face à un texte qu'ils jugeaient inquiétant ou impraticable. Cela ne les a pas empêchés, à de rares exceptions près de s'aligner et de finalement voter pour; les rares rebelles qui ont été au bout de leur logique n'ont pas réussi à ébranler l'édifice sans faille construit par les quatre partis de pouvoir. Pourtant, aucun parlementaire, d'aucun parlement en Belgique, n'a été élu pour abandonner le pouvoir confié par ses électeurs à la Commission euro-

péenne, au Fonds monétaire international ou à la Banque centrale européenne.

Aucun parlementaire n'a d'ailleurs jamais été élu pour prendre des décisions sur des enjeux essentiels pour l'avenir sans aucun débat démocratique préalable. A moins que la démocratie dont les Européens parlent avec autant de chaleur ne soit plus qu'une façade derrière laquelle fonctionnent les preneurs de décision, c'est-à-dire les appareils de parti, préoccupés avant tout par la prochaine échéance électorale et par leur propre avenir. En ce cas, il faut plutôt parler de particratie que de démocratie, la particratie étant un régime gouverné par les partis, les élections ayant comme fonction d'établir un rapport de forces entre eux pour une législature, durant laquelle le peuple est mis entre parenthèses. J'ai toujours estimé qu'il était de la responsabilité des partis et des élus d'informer correctement les citoyens sur les enjeux politiques surtout lorsqu'ils engagent la société pour le long terme. Bien sûr, chacun est sensé le faire avec sa sensibilité personnelle et selon les valeurs qu'il privilégie. Mais en aucun cas, il n'est acceptable d'occulter ces enjeux et moins encore de tromper sciemment l'opinion sur leur portée.

La mise en œuvre de mécanismes de démocratie directe et la consultation des citoyens lorsque la demande est légitimée par un nombre représentatif de personnes concernées sont des outils susceptibles de limiter la dérive particratique inhérente à la démocratie représentative. Dès lors que ces outils sont décriés, si ce n'est rejetés par les partis politiques, dès lors que ceux-ci, au nom d'un soi-disant intérêt supérieur (aujourd'hui la survie de l'euro!) occultent volontairement les enjeux et confisquent la souveraineté populaire, il faut bien admettre que la démocratie représentative, telle que nous la connaissons est en train de sombrer.

Deux réactions, aussi dangereuses que compréhensibles, se manifestent de plus en plus clairement et touchent largement les couches les plus jeunes. La première, la plus facile et la moins exigeante pour ceux qui l'adoptent, consiste à boycotter les élections ou à voter blanc pour marquer le rejet du système. L'inefficacité de la démarche est flagrante, dès lors que seuls les votes émis entrent en ligne de compte pour la dévolution des sièges et qu'il n'y a pas d'exigence de participation minimale des électeurs pour valider une élection. Autrement dit, en ne votant pas ou en votant nul, on renforce les partis dominants.

La seconde consiste à mettre dans le même sac tous les parlementaires considérés comme tous pourris et à se jeter dans les bras de n'importe quel bateleur, annonceur d'un monde meilleur qui n'advient que si on lui fait confiance. C'est la démarche classique de l'extrême-droite, purificatrice et moralisatrice, dont l'Histoire nous a appris à nous méfier. Elle a malheureusement l'avantage d'être simpliste et de nature à séduire des gens démunis et sans perspective.

Je pense que l'heure est venue d'innover pour redonner sens à la démocratie et susciter à nouveau le goût de l'action politique. Rejeter la démocratie représentative est à la fois simpliste et impraticable. Redéfinir son rôle en le limitant me paraît plus réaliste et plus efficace. Il est humainement compréhensible que les partis et les élus privilégient les en-



Illustration: Francesca Capellini

jeux de court terme et se préoccupent moins de ce qui n'aura d'effet qu'après la prochaine échéance électorale. Voter sur des plans à long terme en sachant que plus aucun des votants ne sera encore en fonction pour assumer l'éventuel échec est facile et sans risque.

Sur les grands enjeux qui engagent l'avenir de nos sociétés, voire de l'humanité elle-même, et qui exigent des mesures immédiates, le fonctionnement actuel est pervers et inefficace puisqu'il est biaisé par les intérêts de court terme. Je pense bien entendu à la lutte contre le réchauffement climatique, mais aussi à l'utilisation des OGM en agriculture, ou encore à la dissémination de nanoparticules dans l'environnement.

Les élus ne sont donc pas nécessairement les personnes les plus adéquates pour en décider.

Pourquoi ne pas instaurer, pour ce type d'enjeux un nouveau bicaméralisme? A côté du parlement élu, un parlement composé, comme pour un jury populaire, de citoyens désignés par tirage au sort et spécifiquement chargés d'étudier les différentes pistes de solution au problème posé. Ce jury populaire n'ayant pas a priori de compétence particulière (ce qui est aussi le cas d'une large majorité d'élus) pour aborder le dossier qui lui est confié serait tenu d'organiser les débats et d'entendre les avis émanant de personnalités présumées capables de leur fournir tout éclairage utile.

Il n'y a guère de risque à tenter l'expérience, sinon celui de donner une grande bouffée d'air frais aux débats politiques et de réconcilier la population avec l'idée même de démocratie.

**Paul Lannoye**  
Député européen honoraire

# LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EST POLITIQUE

Michel Weber

Si l'effet de serre est bien galopant, c'est-à-dire non linéaire et imprévisible, les modèles scientifiques dont on dispose ne sont plus fiables. On peut approximer le point de non retour, pas définir la chronologie de ce qui se passera après son franchissement

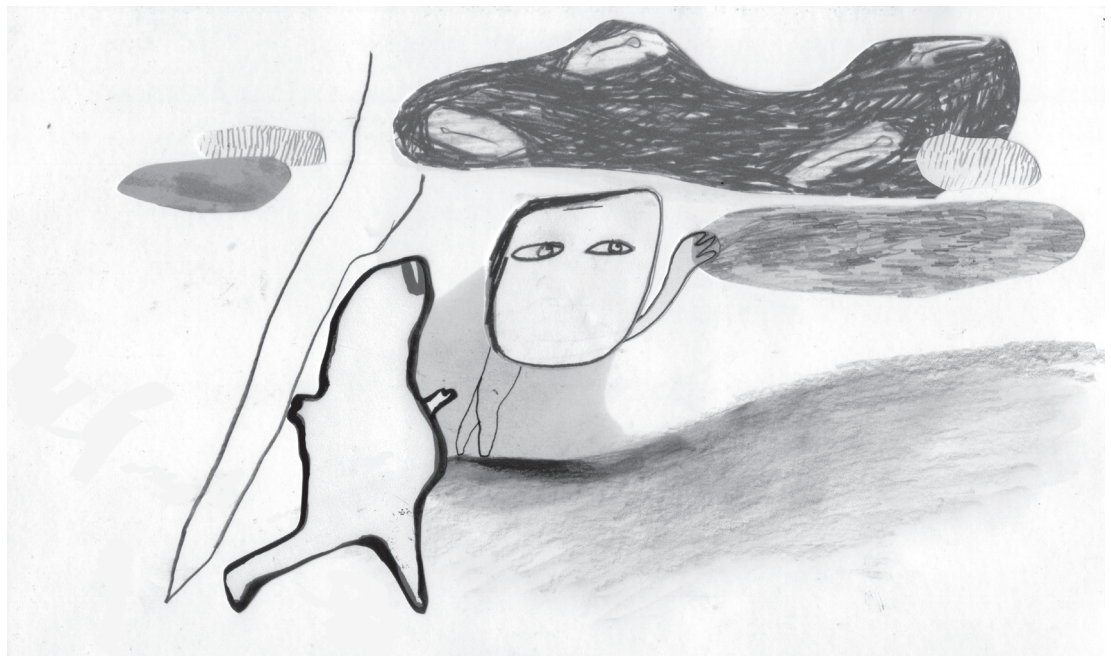


Illustration: Florence Vancappellen

Ceux d'entre nous qui prennent encore la peine de suivre l'actualité « médiatique », c'est-à-dire médiatisée par et pour l'oligarchie, ont subi dernièrement une nouvelle vague de discussions oiseuses à propos de l'imminence — ou non — d'un changement climatique qui deviendrait trop coûteux en ressources humaines et en ressources tout court. En Belgique, nous sommes nantis de spécialistes de premier plan qui peuvent expliquer avec grande pédagogie que les conséquences économiques d'une augmentation de la température moyenne du globe exigent une prise de décision politique urgente afin de brider les émissions de gaz à effet de serre. En même temps, ces spécialistes ne trouvent rien à redire sur la question politique elle-même: le scientifique, on s'en souvient, ne parle que de faits scientifiques et préfère d'ailleurs n'en parler qu'entre scientifiques.

Personne ne nie plus que le climat est bouleversé et certains risquent parfois un jeu de mots douteux en parlant de dérégulation climatique. Un consensus existe même quant à l'existence du réchauffement climatique. Peu importe somme toute les hypothèses qui sont privilégiées pour l'expliquer (cycle naturel, activité solaire, volcanique, humaine...), il est temps de faire face aux conséquences annoncées voire de (tenter de) prendre en main la multifactorialité de son origine. Quelles sont ces conséquences du point de vue occidental et quelle emprise pouvons-nous exercer ?

Puisque réchauffement planétaire il y a, la température moyenne de la Terre est en augmentation. Sous cette apparente tautologie se cachent des faits très divers. Tantôt les étés seront plus chauds, tantôt les hivers plus froids; certaines parties du globe seront soumises à des inondations plus fréquentes et d'autres à des vagues de sécheresse et à des incendies de forêt ou encore à la progression des surfaces désertiques; enfin, les maladies tropicales comme la malaria risquent de redéfinir leur périmètre épidémique. La canicule est certes pénible pour les personnes âgées et les nourrissons, mais l'occidental moyen a d'autant moins de raisons de s'inquiéter que, d'une part, il bénéficie d'une technoscience efficace (y compris médicalement parlant) et que, d'autre part, le réchauffement climatique affecterait principalement l'Afrique et l'Asie. L'occidental paupérisé n'a pour sa part pas voix au chapitre tandis que l'oligarchie reste enveloppée dans son mystère. Bien sûr, en frappant le Tiers-Monde, le réchauffement induira des dépla-

cements de population et il affectera le tourisme, mais, une fois encore, il n'y a pas péril en la demeure puisque la « forteresse Europe » veille.

Si on admet facilement que le recul des glaciers entraînera une élévation du niveau des océans et des cyclones tropicaux qui compromettront la vie sur certaines îles, on pressent moins les conséquences pour les Pays-Bas et la Flandre. Nos lecteurs n'étant pas ceux que Beyer appelle les *Lys de Flandre* (2002), il ne sera pas nécessaire de souligner que l'attachement au sang et au sol ne peut être qu'éphémère. La disparition des espèces polaires n'est pas plus de nature à émouvoir le consommateur averti.

Toujours du point de vue de l'occidental moyen, les vices cardinaux du réchauffement planétaire semblent donc très peu préoccupants. Certes, ses effets ne sont pas que terrestres et les océans souffrent également: à la dégradation des sols et au stress hydrique (l'expression nomme le rapport entre la disponibilité des ressources en eau et les besoins humains) correspondent une eau océanique plus chaude et plus acide et des pluies hivernales plus intenses. On parle même d'une possible interruption de la circulation thermohaline (qui comprend le Gulf Stream) et d'un mini âge de glace. A la clef, il y aura une chute vertigineuse de la biodiversité des océans. Et alors? La pisciculture est un investissement prometteur, voilà tout.

De fil en aiguille, le citoyen soucieux de comprendre les enjeux du réchauffement climatique se trouve confronté à deux évolutions complémentaires: d'une part, la mort pure et simple de la vie océanique (à commencer par le plancton); d'autre part, la disparition de la plupart des espèces cultivables. Or la destruction de l'habitat commande l'extinction des espèces. A bien y regarder, le problème n'est toutefois pas le changement climatique lui-même, mais sa nature et sa vitesse. La vie a déjà connu de nombreux revers climatiques et, sur le long terme, elle a toujours repris force et vigueur. L'anthropocène compromet cette dynamique à deux niveaux: premièrement, la vitesse du changement ne permettra pas aux espèces qui assurent notre survie de s'adapter; deuxièmement, la pollution industrielle, livrée à elle-même, c'est-à-dire sans gestionnaire, ne permettra que la survie des insectes. Ceci est tout particulièrement vrai des difficultés insurmontables que représentent la gestion du démantèlement des centrales électronucléaires — sans parler des armes atomiques — et du stoc-

kage de leurs déchets.

L'augmentation actuelle de la température moyenne est estimée à 2,5 °C et les climatologues prévoient une augmentation de 5 à 6 °C d'ici la fin du siècle. En conséquence, le quatrième rapport du G.I.E.C. (2007) envisageait déjà sobrement la disparition de 40 à 70 % des espèces évaluées. Au point où nous en sommes, peu importent les chiffres: si l'effet de serre est bien galopant, c'est-à-dire non linéaire et imprévisible, les modèles scientifiques dont on dispose ne sont plus fiables. On peut approximer le point de non retour, pas définir la chronologie de ce qui se passera après son franchissement, c'est-à-dire la transformation de l'atmosphère terrestre en atmosphère vénéusienne.

Ces deux thèses (la destruction de l'habitat et la menace nucléaire) sont avancées par Guy McPherson, professeur émérite d'écologie et de biologie de l'évolution (voir en encadré la transcription et la traduction d'une de ses récentes interviews). L'analyse de McPherson est très éclairante car, par sa formation, il peut comprendre les conditions dans lesquelles les espèces évoluent ou disparaissent. Répétons-le, sans habitat approprié, une espèce est condamnée. Dans le cas qui nous occupe, le bât blesse au niveau de l'extinction des espèces animales et végétales qui permettent la vie humaine, pas au niveau de l'accroissement de température lui-même: chacun sait qu'il est possible de survivre humainement dans le désert tant qu'eau et nourriture sont disponibles.

Il y a toutefois une étroite porte de sortie qui, sauf erreur, n'est pas envisagée par McPherson. L'extinction de la vie océanique et le problème de la généralisation d'une agriculture tropicale dans le monde sont théoriquement susceptibles d'un traitement technoscientifique apparemment moins hasardeux que les projets de géo-ingénierie, les uns plus titanesques que les autres (on lira P. Lannoye à ce propos <sup>1)</sup>, et les développements de l'entomophagie (voir le Guangdong Entomological Institute ou le PROteINSECT). Je parle de la possibilité du recours à des organismes génétiquement modifiés. La revue Science en témoigne depuis les années 2000, renvoyant par exemple à des recherches menées par Monsanto et BASF sur des variétés de maïs résistantes à la sécheresse. La technologie OGM débute dans les années 1970 avec les recherches de Paul Berg (1972) et d'Herbert Boyer et Stanley Cohen (1972). En 1973 déjà Rudolf Jaenisch crée une souris transgénique. La première plante

génétiqumment modifiée fut créée en 1983. Notons bien que ces recherches donnèrent rapidement lieu à des mesures conservatoires, notamment sous la forme de la création de la «Nordic Gene Bank» sur l'île Svalbard en 1984. En 2006, les travaux de la «Svalbard Global Seed Vault» commencent; ils se poursuivront jusqu'en 2008. On gagnerait à s'intéresser à ses commanditaires et à son mode opératoire.

En somme, le véritable danger du réchauffement planétaire réside dans la destruction totale de l'habitat humain. Ses conséquences sont faciles à prévoir: d'abord, les famines, les pandémies, les émeutes, les migrations massives et les guerres qui vont purger la population mondiale à très grande échelle; ensuite, l'esclavage alimentaire des survivants qui n'auront plus accès qu'à des aliments génétiquement modifiés, les seuls à pouvoir encore être cultivés ou synthétisés à l'aide d'une industrie pétro-chimique recadrée et moribonde.

Le réchauffement climatique, et plus encore son emballement, mettent les oligarques devant un spectre d'actions politiques possibles, spectre qui s'étire des mesures préventives (au sens large puisque le mal est fait) aux mesures curatives (toujours au sens large puisqu'on ne pourra pas véritablement remédier à la perte de l'habitat). Les premières seraient imposées avant l'effondrement civilisationnel qui du reste s'annonce également à travers d'innombrables autres crises (sociale, économique, financière, énergétique, démographique, géopolitique, technoscientifique, culturelle voire idéologique — sans oublier Fukushima Daiichi); elles nécessiteraient un mode de «gouvernance», pour le dire avec un mot à la mode, totalitaire. De fait, c'est à la lumière de ces crises convergentes qu'il faut lire la transformation de nos sociétés à l'aide du «grand récit» de la Terreur<sup>2</sup>. Enrégimenter les foules permettra d'imposer les comportements adéquats à la transition génocidaire. Les secondes viendraient gérer le monde au lendemain de la perte de l'habitat, et donc de la disparition de toute forme de nourriture naturelle au profit des OGM, en imposant *sine die* le totalitarisme le plus dur.

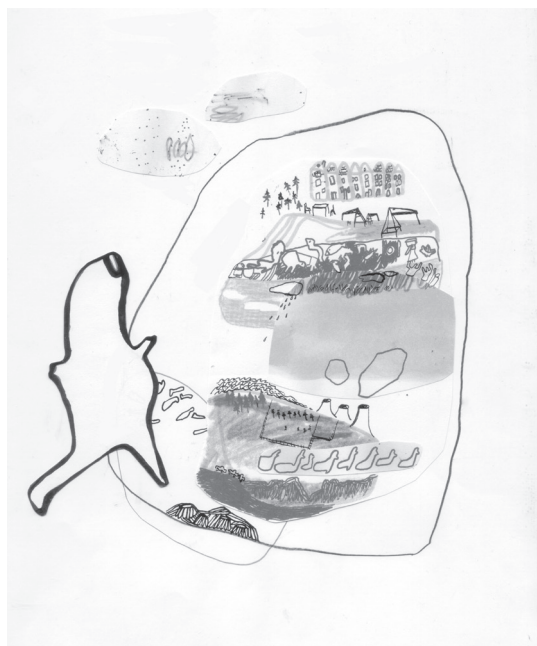


Illustration: Florence Vancappellen

On aura donc le choix entre le totalitarisme prophylactique et le totalitarisme thérapeutique, le premier imposant la décroissance, si possible dans l'ordre et la rigueur, et le second gérant l'anarchie. Cette vision doublement infernale n'est pas sans conséquences sur la posture que le citoyen lambda doit adopter: elle permet de lui redonner le pouvoir de concevoir les futurs possibles et donc de tenter de conjurer les bifurcations fascistes. Car le totalitarisme qui s'annonce est bien celui de la droite extrême, pas celui d'une hégémonie socialiste bienveillante.

En fait, rien de tout ceci n'est nouveau. Dès l'annonce du pic pétrolier (1956), les observateurs les plus avertis ont compris que les jours de la démocratie de marché étaient comptés et que seul un

régime musclé permettra le maintien des privilèges durant la transition ou l'effondrement. Depuis 1988, le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat ne propose malheureusement qu'une lecture technocratique de l'évolution climatique, lecture qui se complaît dans une contradiction constitutive: instrumentalisé par les politiques gouvernementales occidentales, il prétend rester confiné dans la science «dure».

Comprenons bien que ce n'est pas parce que la démocratie de marché est caduque que les capitalistes feront faillite. Tout est source d'opportunités commerciales et spéculatives. La spéculation s'attaque à présent non seulement aux denrées alimentaires de base mais aussi aux sols arables et à l'eau; la transformation de l'agriculture impliquera encore et toujours l'usage intensif d'herbicides, d'insecticides et de fertilisants; le protocole de Kyoto a créé un nouveau champ de spéculation — la «bourse du carbone» — avec l'adoption du système d'échange de quotas d'émission de CO<sub>2</sub>. Surtout: la disparition du milieu naturel constitue le rêve secret de tout néolibéral qui se respecte<sup>3</sup>.

Que conclure? Primo, face à la menace d'un effet de serre galopant, il faut en finir avec la civilisation industrielle avant qu'elle n'en finisse avec nous. Secundo, le changement climatique est politique: il est dû à une idéologie particulière, il est entretenu par cette même idéologie, et il conduira nécessairement à un développement totalitaire de cette idéologie. Tertio, on appréciera à sa juste valeur la confirmation de l'échéance 2040, déjà hypothétiquement avancée par le rapport du Club de Rome en 1972. Quarto, la double menace climatique que McPherson dénonce (l'extinction climatique de l'espèce et le délitement des centrales nucléaires) doit être rapporté au sort que les intempéries feront subir aux centrales côtières, qui seront noyées, et aux centrales fluviales, qui pourront ne plus être refroidies en cas de sécheresse. Dans les deux cas, les rejets radioactifs seront massifs. Quinto, soulignons une légère erreur d'appréciation de McPherson. Prétendre que les malades incurables se comportent — enfin — comme des êtres humains constitue une belle métaphore qui est digne d'éclairer la psychologie de la plupart de nos contemporains. Malheureusement, elle ne rend pas du tout compte de la psychologie des oligarques, qui est fondamentalement paranoïaque (au sens clinique), ce qui équivaut à dire que tout scénario apocalyptique sera accueilli favorablement par ces sociopathes qui chercheront à s'assurer si nécessaire que rien ni personne ne leur survit... A cet égard, les bruits de bottes que l'on entend un peu partout, et plus particulièrement ceux qui sont associés à l'installation du «bouclier antimissile», qui ne peut être destiné à prévenir une menace iranienne totalement inexistante mais bien à rendre possible une frappe préventive contre la Russie<sup>4</sup>, doivent nous conduire à la question de la tentation de l'hiver nucléaire, l'effet secondaire bien connu d'une guerre thermonucléaire mondiale, qui réglerait la question éthique, technique et économique du recours à la géoingénierie.

**Michel Weber**

Philosophe; dernier ouvrage paru:  
*De quelle révolution avons-nous besoin?*, Paris, Éditions Sang de la Terre, 2013.

(1) Paul Lannoye, «Géo-ingénierie: un remède pire que le mal», Les Dossiers du Grappe, n°1, 2011.  
(2) Michel Weber, «Le 11-Septembre entre mythe et grand récit», Kairos Sept./Oct. 2013 (consultable ici < <https://chromatika.academia.edu/MichelWeber>); Jean-Claude Paye, La Fin de l'État de droit. La lutte antiterroriste: de l'état d'exception à la dictature, Paris, Éditions La Dispute, 2004.  
(3) Jean-Pierre Berlan et Richard C. Lewontin, «La menace du complexe génético-industriel», Le Monde diplomatique, Décembre, 1998.  
(4) Voir le rire de Poutine: <https://www.youtube.com/watch?v=4i6nPNpR6PA>

**DR. GUY R. MCPHERSON,  
PROFESSEUR ÉMÉRITE  
D'ÉCOLOGIE ET DE BIOLOGIE  
DE L'ÉVOLUTION, UNIVERSITÉ  
D'ARIZONA/TRANSCRIPTION ET  
TRADUCTION PAR M.W.**

*L'oligarchie croit pouvoir prétendre que la crise actuelle n'est que financière et que nous sortirons du tunnel en nous serrant (nous) la ceinture. Les analystes les plus cyniques font remarquer qu'il s'agit d'une crise globale systémique scellant la mort de la démocratie de marché (mais pas du capitalisme génocidaire). Parfois on nous rappelle la crise écologique et climatique, mais jamais en se posant la question de l'adaptation (im-) possible de notre habitat à une hausse de seulement quelques degrés de la température mondiale et donc des conditions de survie de l'espèce humaine. Les rares scientifiques qui se posent cette question dérangeante obtiennent une réponse bien plus précise. On connaissait Lovelock qui, par souci de controverse, aime à rappeler son attachement à l'électronucléaire. Voici McPherson qui, par souci d'authenticité, nous met face à nos responsabilités. Soulignons qu'elles ne sont pas du même ordre que celles de l'oligarchie, pour qui tout effondrement est et sera profitable.*

I. Nous voilà en octobre 2013, début octobre, et durant ces dernières semaines, John Davies, publiant au nom du Groupe d'étude d'urgence sur le méthane arctique, établit que la plupart des humains perdront leur habitat naturel d'ici 2040.

De plus, la semaine dernière, le cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a été rendu public, rapport qui recommande l'utilisation de géoingénierie sous peine de ne pouvoir maîtriser l'effet de serre [galopant].

Il faut donc conclure que, de fait, nous avons déclenché un effet de serre galopant [rapide, non-linéaire, imprévisible].

Aucune de ces estimations ne prend en compte les vingt-cinq boucles de rétroaction positives que nous avons créées par nos activités. Vingt-trois de ces boucles sont irréversibles à l'échelle du temps humain. Nous en avons déclenché une en 2010 avec les fuites de méthane de la banquise arctique (cf. *Science*, mars 2010). Quatre de plus furent décrites en 2011 dans la littérature scientifique, six en 2012 et une douzaine (à ce jour) en 2013.

A cela il faut ajouter deux boucles de rétroaction positive qui pourraient être interrompues par une simple décision humaine. La première date d'août 2012, lorsque l'administration Obama a autorisé les forages au pôle Nord. La seconde date du début de cette année lorsque des superpétroliers se sont frayés un passage à travers la glace fondante du pôle Nord afin d'épargner quelques dollars en frais de transport.

II. Au point où nous en sommes, il semble bien que la civilisation industrielle soit un piège [mortel]. D'autres civilisations se sont effondrées mais l'humanité a poursuivi son existence. Au moins dans certains cas les survivants ont pu adopter le mode de vie des chasseurs-cueilleurs.

Ceci n'est toutefois plus possible à cause de toutes ces centrales électronucléaires répandues de par le monde. D'une part, si la civilisation s'effondre maintenant, c'est-à-dire sans avoir le temps de démanteler ces centrales nucléaires (soit une vingtaine d'années), elles finiront par irradier la totalité de notre environnement. D'autre part, si nous ne mettons pas un frein définitif à la civilisation industrielle, nous déclencherons un effet de serre galopant. En fait, l'effet de serre galopant est déjà une réalité. En somme, l'extinction de la race humaine à court terme est inévitable.

III. Comment vivre avec cette information? Comment intégrer cette information? Comment agir à la lumière de cette information? Mike Tyson (le boxeur, pas le philosophe) a fait remarquer que tout le monde a un plan jusqu'à ce qu'il se prenne un poing dans la figure. Nous avons pris un poing dans la figure.

Nous ne disposons que de peu de temps sur cette planète. En fait, nous n'avons jamais disposé que de peu de temps sur cette planète. Agissons conformément. Agissons comme si nous étions dans un hospice pour incurables, comme si nous étions tous dans un hospice. Comme si la planète elle-même était un hospice. Lorsque j'observe le comportement des pensionnaires d'un hospice, de ceux à qui on n'a donné que quelques semaines à vivre, je ne les vois jamais essayer de grappiller encore quelques centimes, comme s'ils avaient encore besoin de plus de richesses alors que leur monde s'effondre.

Ce que je constate par contre, c'est que les gens recherchent l'absolu. Ils poursuivent ce qu'ils aiment. Ils agissent avec compassion. Ils deviennent créatifs et se délestent de leurs biens matériels. Ils agissent comme dans une économie du don. Faisons cela. Faisons tout cela. Chercher l'absolu, poursuivre ce que nous aimons, agir comme si nous étions dans un hospice, agir en être humain digne de ce nom. [...]

Faisons ce que nous aimons. Agissons comme si nos vies insignifiantes importaient à ceux qui nous entourent. Et je ne suggère d'aucune manière d'abandonner l'action [politique]. Je ne suggère pas qu'on se laisse faire et [finalement] qu'on se laisse mourir. Ce que je suggère fondamentalement c'est que l'action constitue l'antidote au désespoir, comme Edward Abbey l'a fait remarquer il y a longtemps. Agissons donc!

# LACTO-FERMENTATION

## LA CHOUROUTE MAIS AUSSI BIEN D'AUTRES CHOSE

Dans chaque édition de Kairos, la Foire aux Savoir-Faire vous propose l'une de ses recettes.

La foire aux savoir-faire a pour objectif de donner le goût et les techniques de \*faire par soi-même\* pour le plaisir d'apprendre, d'exercer sa créativité, d'adoucir son impact sur l'environnement et d'ajuster sa consommation à ses besoins. Le plus possible, les recettes qu'elle propose lors de ses animations, qui sont toutes reprises sur son site, sont à base de récup'. Ses ateliers sont ouverts à tous, dans un esprit collaboratif et expérimental; ils laissent à chacun la possibilité de venir faire une réparation, un objet, tester une recette, en inventer une, en utilisant les outils et le matériel de récup' mis à disposition.



C'est une technique de conservation des légumes qui a l'avantage de ne pas dégrader les qualités nutritives de l'aliment et même de les augmenter. La teneur en vitamine C du chou, par exemple, augmente jusqu'à 4 fois plus après un mois de lacto-fermentation!

### INGRÉDIENTS

- un chou rouge ou blanc
- sel (10 grammes de sel pour 1kg de chou)
- poivre + épices au choix : baies de genévrier, ail, coriandre, clou de girofle, gingembre, citron, thym...

### MATÉRIEL

- un récipient solide où l'on pourra piler
- un pilon
- un bocal avec couvercle à vis pour la conservation
- des presses qui entrent dans le bocal de conservation : une assiette avec un caillou dessus peut faire l'affaire. Sauf un caillou en calcaire, car le calcaire va se dissoudre dans le jus.

### LES ÉTAPES

- Laver le chou.
- Lui ôter le cœur et les premières feuilles souvent abîmées.
- Enlever ensuite deux feuilles qu'on utilisera plus tard.
- Râper le chou et le mettre dans le plat.
- L'écraser avec le pilon. Le but de cette étape est de faire sortir le jus du chou. Le jus doit à la fin recouvrir le chou lorsque celui-ci est sous les presses.
- Ajouter le sel et les épices.
- Mettre le chou et le jus dans le bocal de conservation. Bien tasser.
- Recouvrir avec les feuilles de chou précédemment conservées. Ceci pour éviter au maximum le contact avec l'air. Au-dessus y déposer l'assiette, sur laquelle on met les presses (ou le caillou). Il faut que ce soit assez lourd pour tasser le chou et le tout doit être recouvert par le jus.
- Fermer le bocal tout en veillant à ce que l'air puisse sortir pour que les gaz carboniques issus de la fermentation ne soient pas piégés à l'intérieur. Par contre, si trop d'air extérieur entre, cela ferait moisir notre chef-d'œuvre. Une astuce donc : prenez

un bocal avec un couvercle qui se visse, vissez-le à fond puis rouvrez-le un tout petit peu.

- Laissez reposer 2 ou 3 jours à température ambiante (20-22 degrés), puis conservez-le encore 3 semaines dans un lieu frais (à la cave, 15-18 degrés). On met à température plus élevée au début pour activer la fermentation, et lorsqu'elle a démarré on peut mettre dans un endroit plus frais pour qu'elle ne soit pas trop rapide.
- Au bout d'un mois votre chou lacto-fermenté est prêt à être consommé. Dans des salades, en accompagnement de riz, et ma découverte du jour : sur une tartine avec du tahin et des feuilles de persil...!

Autres légumes : carottes, asperges, chou-fleur, ail, etc...

Pour certains aliments qui contiennent moins d'eau que le chou, il va falloir en mettre nous-même. Voici comment faire.

### MATÉRIEL-INGRÉDIENTS :

- un bocal à vis
- des légumes
- des épices
- du sel : 10g pour 1kg de légumes
- de l'eau bouillie.
- Faire bouillir l'eau avec le sel, sauf si on a de l'eau de source, puis la laisser refroidir. On la fait bouillir pour la purifier. Le sel doit se dissoudre dans l'eau.
- Couper les légumes en petit morceaux.
- Les disposer joliment (ou pas) dans le bocal, avec les épices choisies.
- Recouvrir avec l'eau salée.

Fermer le bocal avec la même technique que pour le chou, c'est-à-dire fermer à fond puis rouvrir un peu pour que l'air puisse sortir mais pas entrer.

Laissez reposer 2 ou 3 jours à température ambiante (20-22 degrés), puis conservez-le encore 3 semaines dans un lieu frais (à la cave, 15-18 degrés).

Au bout d'un mois, c'est prêt!

# LU, VU, ENTENDU



Après Jean-Pierre Dupuy, Yves Cochet et Hugues Stoeckel, on peut ajouter le nom du philosophe australien Clive Hamilton à la liste des auteurs catastrophistes. Son Requiem pour l'espèce humaine est un sommet du genre.

Sans faire référence aux autres menaces (perte de biodiversité, épuisement des ressources et des sols, pollutions, etc.), il

limite son propos à la question climatique, à elle seule suffisante pour fonder l'hypothèse d'une forte diminution, voire d'une disparition de la population humaine dans le courant de ce siècle. Hamilton fait d'abord le point sur la recherche scientifique en la matière. Tous les calculs ont été revus à la baisse, c'est-à-dire que les conséquences se feront sentir encore plus tôt que prévu. L'augmentation de 4°C supplémentaires semble désormais inéluctable, même à supposer que l'humanité cesse immédiatement toute émission de CO2. Il faut donc admettre cette idée angoissante, prévient-il en psychologue, et renoncer : «[...] un deuil sain

exige un retrait progressif de l'investissement affectif dans les espérances, dans les rêves et les attentes pour l'avenir sur lesquels notre vie s'est construite» (p. 236). Cependant, nos obstacles intérieurs à ce deuil s'appellent la dissonance cognitive, le climatoc-scepticisme (de droite et de gauche), notre façon de réinterpréter la menace, nos propres valeurs (entre autres politiques), la recherche du plaisir et l'optimisme forcé qui « devient une façon de se désengager d'une réalité qui contredit la certitude profondément ancrée que tout se terminera bien » (p. 153) et qui nous amène à « prédire ce que nous préférons qu'il advienne plutôt que ce qui a le plus de chances d'advenir », selon les mots de la psychologue Shelley Taylor (p. 151). Depuis les Lumières, nous avons aussi divorcé avec la nature. S'il n'est pas partisan de la théorie Gaïa, l'auteur suggère que notre conscience soit « prête à admettre qu'une Terre peut être vivante tout en restant scientifiquement crédible » (p. 167). Il oppose le « moi indépendant » (celui des modernes individualistes) à un « moi interdépendant » mettant en avant les relations avec les autres, en ajoutant qu'une attitude équilibrée mélange les deux genres. Tous ces phénomènes expliquent pourquoi le corps social, inerte, renâcle à abandonner ses préjugés et à changer ses habitudes, alors même qu'il est de plus en plus conscient de la probabilité de l'effondrement. Hamilton taille ensuite en pièces les fausses bonnes solutions : géo-ingénierie – un vrai cauchemar –, capture du carbone, consumérisme vert et éco-blanchiment.

Nul n'étant parfait, on surprend l'auteur en flagrant délit quand il écrit : « La poursuite de la croissance économique est vitale pour sortir la population des pays pauvres de l'ornière [...] » (p. 47), bien qu'il pourfende cette même croissance quand elle concerne les pays riches. Autre faux pas : « Je n'ai pas d'opposition de principe à l'énergie nucléaire » (p. 194). À la fin du livre, il brosse un tableau sombre du futur, mais, hélas, certainement réaliste. Les sociétés n'ont pas d'autre solution que de se transformer collectivement pour faire face à l'inconnu, tenter de reconstruire l'avenir en surmontant la désintégration positive, concept désignant « la sensation d'effondrement de notre monde personnel lorsqu'une situation invalide les valeurs sur lesquelles nous avons fondé notre identité » (p. 238); ces valeurs étant celles de la consommation, à un tel point que « beaucoup, parmi nous, s'accrochent donc à leur identité manufacturée, au point qu'inconsciemment ils redoutent d'y renoncer plus qu'ils ne craignent les conséquences du réchauffement climatique » (p. 92). Autant dire que la porte de sortie est étroite! Parvenir à « re-conceptualiser la Terre », voilà un vaste programme...

Clive Hamilton, *Requiem pour l'espèce humaine*, Les presses de sciences-po, 2013, 265 pages.

**Bernard Legros**

# BRÈVES

## LA QUENELLE DE DIEUDO

Il y a des sujets qu'on n'ose, même dans les cercles « ouverts », aborder. Il semble frapper d'un tabou qu'un consensus tacite scelle. Et certains amalgames, comme l'anti-sionisme et l'antisémitisme, les rendent définitivement inabordables. Kairos décide de prendre le parti de tout questionner, au risque de perdre des lecteurs, de se faire traiter de journal antisémite ou raciste, et tente de comprendre, d'autant plus, dans un esprit de contradiction bien assumé, lorsque la plupart des médias s'accordent sur le traitement à accorder au sujet... l'expérience montrant que le consensus médiatique tacite est toujours douteux. Le sujet qu'on aborde dans cette brève et qu'on abordera très vite plus longuement: Dieudonné M'Bala M'Bala, humoriste français. Outre que le comique constitue pour les médias mainstream qui n'ont plus rien à dire un bon fond de commerce entre deux pages de pub, il infléchit surtout le regard du spectateur vers autre chose que le népotisme d'Etat et le vide sémantique des acteurs politiques professionnels. Et ça, la France qui dérive, et coule, en a bien besoin pour l'instant.

Touchons-nous le fond anti-démocratique? Interdiction de spectacle, musellement de la liberté d'expression, procès, menaces, théâtre quadrillé par les forces de l'ordre... « le monstre » a la presse à dos. Logique, quand il les prend à leur jeu. « Les responsables de ces émissions viennent désormais me voir pour me proposer de faire des choses. Encore dernièrement, c'était Complément d'enquête (France 2). Je leur ai répondu ceci: « Venez avec vos caméras et moi, j'aurai les miennes. Vous me posez les questions que vous voulez ; moi, je vous pose les questions que je veux et puis: chacun fait son programme!». Évidemment, ils ont refusé». Evidemment! Voir [www.femmesdechambre.be](http://www.femmesdechambre.be)

## WWOOF EN DANGER

Le réseau mondial de fermes bio WWOOF (« World-Wide Opportunities on Organic Farms ») a été créé en 1971 en Angleterre et a comme objet de faciliter les échanges humains autour de l'agriculture biologique. Plusieurs organisations nationales ont depuis lors vu le jour, celles-ci établissent une liste d'hôtes qui se proposent d'accueillir des volontaires souhaitant partager leur vie quotidienne en échange du gîte et du couvert.

Il n'y a pas de lien de subordination entre l'hôte et le volontaire (appelé aussi « WWOOFer ») ni de rétribution financière. Le but est de s'enrichir réciproquement en rapport humain et de découvrir les techniques utilisées dans l'agriculture biologique.

L'association française WWOOF, créée en 2007, signale que cette pratique n'avait jusqu'alors pas posé de problème au gouvernement français qui en a même fait l'éloge sur le site du Ministère de l'Agriculture. Mais récemment, la « Mutualité sociale agricole » (MSA) a mis un hôte en demeure de payer le redressement de cotisation pour cause de travail dissimulé d'un WWOOFer accueilli pendant deux semaines. Une pétition en ligne a donc été lancée par WWOOF France pour demander à cet organisme d'abandonner les poursuites. Pour y accéder, vous pouvez effectuer une recherche avec le terme « WWOOF » sur le site [www.change.org](http://www.change.org)

Sources:

<http://agriculture.gouv.fr/generation-woofers>  
<http://www.woof.fr>  
<http://www.woof.be>

L.H.

## LES HAUTS SALAIRES, « PAS SI HAUT QUE ÇA » ... PAR RAPPORT AUX AUTRES!

C'est le fait même que l'on doute, que l'on en parle, que l'indignation ne soit pas automatique – alors que l'on entend si souvent que « les chômeurs profitent » –, que les médias en font un débat, c'est tout cela qui fournit la preuve silencieuse que ce monde va mal au point qu'on ait pu justifier de telles inégalités. Car que penser des palabres et justifications autour des « hauts salaires »? Quelques patrons (Le Soir, 27/12/13): « *il faut reconnaître qu'il est impossible d'expliquer de manière rationnelle pourquoi un salaire d'un million d'euros ou de 650 000 euros est illégitime. Si on regarde les choses subjectivement, un salaire de 650 000 euros est politiquement indéfendable. Mais c'est faire fi de la réalité de l'offre et de la demande. Peut-on avoir un bon patron pour un salaire de 290 000 euros?* » (administrateur délégué de Trevi). « *Si l'on mentionne le salaire d'un patron comme Johnny Thijs, beaucoup de gens se sentent frustrés et mécontents parce qu'ils le comparent avec ce qu'ils reçoivent à la fin du mois (...). Mais il faut aussi regarder la valeur de ce qu'il a apporté à La Poste* » (administrateur délégué de Mobile Vikings). « *Personnellement, des salaires d'un million d'euros ou de 650 000 euros, pour des sociétés de la taille de Bpost ou Belgacom, ne me choquent pas du tout* » (administrateur délégué de After Europe en Belgique). « *Pour une entreprise publique comme Bpost ou Belgacom, un salaire de 650 000 euros me paraît élevé, sans pour autant être indécent* » (administrateur délégué de Lampiris). « *650 000 euros par an, c'est insuffisant pour quelqu'un du calibre de Johnny Thijs* » (patron de Daoust Interim). Et pour clôturer, le ministre des Finances, défendant la même vision: « *M. De Boeck [administrateur délégué de Dexia] gagne 600 000 euros. Il ne perçoit pas de salaire variable. Certains diront que c'est beaucoup. Je suis un politicien pour qui compte le résultat, pas la perception* » (Le Soir, 24/01/14). En résumé: pour de nombreux patrons et politiciens, comme à l'habitude, la comparaison avec les autres entreprises/pays joue dans le sens de l'augmentation ; pour les salariés, elle tire leur émolument vers le bas. Dans les deux cas, on égalise!

# AGENDA

## CONSTRUIRE L'AVENIR AVANT OU APRÈS L'EFFONDREMENT

Prochain événement organisé par le mpOC (mouvement des objecteurs de croissance) et les Amis de la Terre dans le cadre du cycle « une société du bien-vivre, pour sortir de la tyrannie de l'économie ». Ce jour-là, le débat portera notamment sur la question suivante: partant du principe que l'effondrement est désormais inévitable – par exemple, lire à ce sujet le dernier rapport du GIEC –, faut-il l'attendre ou l'anticiper pour construire ensemble un avenir désirable? Jeudi 27 février à 19 h 30 amphithéâtre de zoologie, quai Van Beneden 22, Liège.

## CYCLES DE CONFÉRENCES FILMS AUTOUR DE LA FINANCE WATERMAEL-BOITSFORT

Jusqu'en juin 2014, La Vénérie, Centre culturel de Watermael-Boitsfort, *Les Compagnons de la transition* et le *Réseau Financement alternatif* proposent une série d'actions pour (mieux) comprendre la complexité du système financier et économique tel qu'il s'est développé ces trente dernières années, pour explorer les alternatives existantes et pour mettre en place des actions visant à construire une économie responsable et solidaire.

Dans ce cadre, les rencontres suivantes sont prévues:

- **le 31 janvier, à 19h30**, une conférence gesticulée de Frank Lepage: « L'Éducation populaire, monsieur, ils n'en ont pas voulu! ». Militant de l'éducation populaire, Franck Lepage a été jusqu'en 2000 directeur à la Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture. Il a, un jour, arrêté de croire à la culture. Pour

être précis, il a « *cessé de croire à l'idée qu'en balançant du fumier culturel sur la tête des pauvres, ça allait les faire pousser et rattraper les riches* »!...

Libéré de ce poids, il a créé les conférences gesticulées, contes politiques mélangeant des savoirs chauds (du vécu personnel, des expériences professionnelles,...) et des savoirs froids (livres, savoirs universitaires,...). Et la rencontre des deux ne donne pas un savoir tiède, mais un orage, du savoir politique!

- **le 15 février de 10h30 à 13h** – Atelier « Les dérives du système bancaire »
- **18 février, 20h**, Espace Delvaux – Ciné-Débat: Le Grand Retournement - De Gérard Mordillat – 77'
- **1er mars de 10h30 à 13h**, Ecuries – Atelier - Les alternatives à la banque commerciale
- **15 mars, de 10h30 à 13h**, Espace Delvaux – Atelier sur le travail – Dans le cadre du Festival "Regards sur le travail" Un autre rapport au salaire est-il envisageable? Le revenu universel de base, une utopie? Une économie sociale et solidaire est-elle possible? Nous vous proposons d'entamer une réflexion sur ce thème: l'économie est-elle au service du travail ou le travail est-il au service de l'économie?

Pour le reste du programme, consultez [www.lavenerie.be](http://www.lavenerie.be)

## LE CHANTIER DES GOSSÉS AU CINÉMA NOVA – BRUXELLES

En 1954, Jean Harlez s'en va sillonner les rues des Marolles pendant deux ans. Il s'attire rapidement la sympathie des habitants et s'entoure d'une kyrielle d'enfants qui deviennent peu à peu ses acteurs... De là en sortira le film «Le chantier des gosses». Il s'agit sans doute du premier long métrage belge inspiré par le néo-réalisme, Mais les ministères s'en fichent. Nous sommes juste avant 1958 et la Belgique s'apprête à faire la coquette avec l'Exposition universelle. Il n'est pas de bon ton de montrer les impasses « glorieuses » d'un quartier « populaire » en plein cœur de la capitale. Encore moins si le film s'intéresse à un terrain vague, laissé béant depuis la chute d'un missile V1 à la fin de la Seconde Guerre Mondiale (qui a notamment détruit le Théâtre de Toone), entouré de vieilles bicoques de tôle ondulée, de palissades aveugles et constituant l'avant-plan d'un panorama qu'il s'agit de rendre rapidement plus présentable au regard des touristes qui ne manqueront pas de venir en masse admirer la vue depuis le Palais de Justice.

Tourné avec des moyens de fortune, sans son direct, « Le chantier des gosses » devra attendre plus de 15 ans avant d'obtenir les moyens d'être sonorisé. Il verra ainsi le jour en 1970, grâce à beaucoup d'enthousiasme, de patience et d'acharnement. Mais, en l'absence d'aides ou de distribution, il passera inaperçu du grand public et sera ignoré par la plupart des filmographies et des ouvrages sur le cinéma belge.

Le cinéma Nova met à l'honneur le « chantier des gosses », avec des projections prévues jusqu'au 23 février.

**Plus d'infos:** 02/511.24.77, rue d'Arenberg 3, 1000 Bruxelles, [Nova@nova-cinema.org](mailto:Nova@nova-cinema.org).

# LES CONDITIONS OBLIGÉES D'UNE PRESSE LIBRE

Cela fait maintenant bientôt deux ans que Kairos a sorti son premier numéro. Dans un environnement médiatique aux abois, nous voulions proposer autre chose que le refrain quotidien d'une presse porte-parole du monde économique et politique, n'offrant plus aucun outil pour aider à sortir d'un modèle de pensée et à envisager le monde autrement.

Outre l'impression du journal, le routage et les frais de poste, tous ceux qui participent à Kairos sont bénévoles. Comment aurions-nous pu faire autrement? S'il nous avait fallu attendre l'obtention improbable de subsides gouvernementaux pour imprimer nos premières pages, serions-nous là aujourd'hui? La publicité? Nous nous y opposons, pensant qu'elle a contribué au monde tel qu'il est, et qu'elle continue à façonner insidieusement les consciences.

En 2013, la répartition des aides à la presse quotidienne écrite francophone atteignait un montant de plus de 8 millions d'euros. Cette dernière année Le Soir et La Libre Belgique se partageaient la somme de 2 407 886 euros (voir tableau).

Le Soir	1236444,32	105.857,10
Sud Presse	1.622.895,63	138.942,80
La Dernière Heure	1.050.241,58	89.915,52
La Libre Belgique	981.550,59	84.034,60
L'Avenir	1.569.648,44	134.384,08
L'Echo	585.369,44	50.115,90
JFB	370.850,00	31.750,00
<b>Total</b>	<b>7.417.000,00</b>	<b>635.000,00</b>

Donnant l'impression de participer à la diversité de la presse, ces subsides aboutissent au fond dans les caisses de trois grands groupes :

- IPM: La Dernière Heure, La Libre Belgique, Paris Match Belgique, ...<sup>1</sup>
- Corelio: Editions de l'Avenir, Het Nieuwsblad, de Standaard, ...<sup>2</sup>
- Rossel: Le Soir, L'Echo via Mediafin, Sud Presse, La Meuse, La Nouvelle Gazette, La Province, La Capitale et Nord Eclair, ...<sup>3</sup>

Le dernier bénéficiaire des subsides publics est JFB (les Journaux Francophones Belges), qui fédère en quelque sorte les trois grands groupes cités, dont le directeur n'est autre que M. Daniel Van Wylick, Directeur éditorial de Rossel & Cie. Parmi les administrateurs de JFB, nous retrouvons Bruno de Cartier, Vice-Président des Editions de l'Avenir, Monsieur Bernard Marchant, Administrateur Délégué de Rossel & Cie, Monsieur François le Hodey, Administrateur Délégué de IPM. Une grande famille donc.

Est-il nécessaire de dire que pour ces grands groupes, le devoir d'informer n'est plus ce qui fonde leur activité? La réponse de leurs actionnaires

suffira à faire connaître leur prédilection.

En l'état actuel, la seule voie possible d'une presse libre nous semble devoir passer par le bénévolat et le soutien des lecteurs. Ce sont par leur don que nous avons d'ailleurs pu assumer l'impression des premiers numéros. Assurer que nos fonds ne proviennent que de nos lecteurs nous protègent du risque de compromis délicats, dont la frontière avec la compromission est parfois ténue; agir bénévolement nous permet de ne pas faire dépendre nos conditions d'existence du journal. Relativement confortable pour assurer notre liberté critique, cette situation n'en est pas moins fortement preneuse de temps: alors que nos revenus ne proviennent pas de Kairos, gérer le journal se fait nécessairement à des moments où nous ne sommes pas occupés à «gagner notre vie».

Que ne donnerions-nous pas pour pouvoir en vivre? Mais du fait que qui peut le plus peut le moins, si nous pouvions assurer économiquement nos existences par le journal, rétribuer les chroniqueurs, contributeurs, graphistes, illustrateurs, correcteurs, comptable, gestionnaire administratif ... ne serait-ce pas là le signe que tout va mieux? Que la presse critique n'a pas besoin de publicités pour vivre; peut se détacher de la tutelle des pouvoirs publics qui la subsidie, ou, en tous cas, que ces aides ne musellent aucunement notre liberté critique? Que nous ne devons pas passer par des structures médiatiques et des agences publicitaires oligopolistiques pour nous faire connaître? Qu'il n'y a plus de pression. Que vous, seul vous,

en tant que lecteur, suffisez à faire vivre le journal et ceux qui y participent?

Ce jour-là, nous ne devons peut-être plus vous demander de l'aide.

**Pour aider Kairos dans son développement, nous aurions besoin de personnes motivées qui: ont de bonnes connaissances en comptabilité; peuvent aider dans la distribution de nouveaux numéros (dans des manifestations, des lieux ciblés telle que la RTBF pour le numéro 1 et 2 par exemple, etc); peuvent aider dans le développement du site et sa gestion. Toutes personnes intéressées à faire connaître le journal davantage.**

Merci!

(1) IPM est détenu à 100% par le groupe Maja, lui-même entière propriété de la Compagnie de Développement des médias, propriété de la famille Le Hodey, dont Axel Miller, ancien président de Dexia et actuel patron de D'leteren, est président du CA. IPM détient 50% des parts de la Libre Match, dont les 50% restant sont la propriété du groupe Lagardère via sa filiale Hachette Livre; IPM possède encore: 27% de Audiopresse qui elle-même possède 34% des parts de RTL Belgium; 15% de l'agence de presse Belga; 60% des parts de Twizz radio, ... Il possède également un tiers des parts de Scripta, qui elle-même possède 33% de... Corelio

(2) Thomas Leysen est président du groupe Corelio. Ce dernier fut président de la FEB (fédération des entreprises de Belgique, lobby patronal), est actuellement président d'Umicore, groupe «spécialisé en technologie de matériaux», et président de la KBC. Il est également membre de la table ronde des industriels européens, puissant lobby réunissant les plus grandes entreprises européennes.

(3) Son président, Bernard Marchant (ancien conseiller fiscal cher Arthur Andersen, passé par Olivetti et Beckaert, leader mondial du métal), celui qui trouve que «la préparation au management dans la formation des journalistes est insuffisante», est fier des «marques» du groupe, dont Le Soir fait partie (voir www.rossel.be/marques).

## Kairos

Kairos, projet coopératif et bénévole, repose sur une équipe engagée, se nourrit d'apports divers et variés, se veut avant tout un journal d'opinion, résistant, d'ouverture et collectif. Il n'est lié à aucun parti ni aucun syndicat. Journal promouvant les valeurs de l'objection de croissance, il défend la liberté et l'esprit critique, et par là le sens des limites et le respect de la nature vivante.

Kairos veut rompre avec les idéologies dominantes de la société: consumérisme, croissance, développement, progrès, marchandisation du monde et du vivant, travailisme et employabilité, compétitivité, concurrence et «libre-échange»... qui nous semblent être autant de mécaniques d'exploitation par l'homme de l'Homme et de la Nature et de négations de ce qui fait le beau, le bon et le vrai dans la vie. Notre journal s'écrit avec la conscience que la vie est forte mais l'existence fragile, que tout est éphémère.

Kairos dénonce l'esprit de la machine: le productivisme, logique du toujours plus, d'accumulation infinie et indéfinie pour satisfaire à la croissance du PIB, sans questionnement sur le sens et la nécessité de la production, sans respect par conséquent de la nature et de l'humain.

Kairos cherche à comprendre et recherche donc les forces et les logiques passées, présentes, et celles qu'on nous prépare, qui font le monde tel qu'il est et devient.

Kairos sait que l'individu ne peut pas tout mais qu'ensemble tout est possible, le meilleur comme le pire.

Notre questionnement ne concerne donc pas que les structures lointaines du pouvoir mais aussi la possibilité d'agir de chacun, seul et associé, ici et maintenant.

Kairos propose d'autres possibles, qui souvent existent déjà ou ont existé. Sortir du seul pessimisme dénonciateur et retrouver les voies de sociétés décentes, des sociétés qui n'humilient pas et de bonheurs simples. Des sociétés décentes dans lesquelles la justice est ardemment recherchée par le plus grand nombre, y compris par les dirigeants et les institutions. Des sociétés dans lesquelles les plus forts n'exploitent pas les plus faibles, où les personnes ne sont pas réduites à leurs fonctions de production et de consommation; des sociétés qui dépassent les catégories binaires (travailleur/chômeur, jeune/vieux, étranger/autochtone, ...) et leurs stéréotypes associés.

Des sociétés au cœur desquelles la fraternité des hommes est donc reconnue et cultivée comme condition de leur autonomie individuelle et collective et comme base de la solidarité. Des sociétés qui savent s'autolimiter, qui refusent le «sens-unique de l'histoire» et chérissent les connaissances précieuses du passé, indispensables pour l'avenir.

Kairos s'inscrit dans son temps, qui est un «moment opportun», celui de la conjonction des crises et de l'espoir d'un bouleversement des consciences.

Kairos n'existe que grâce à ses lecteurs qui, comme nous, pensent qu'il est tard déjà et que maintenant est le moment d'agir.

### ABONNEZ-VOUS! 5 NUMÉROS + 1 SPÉCIAL\*

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

#### BELGIQUE

Personnes

> Abonnement simple

18 euros

> Formule de soutien\*\*

30 euros  50 euros  Plus

#### ORGANISATIONS

> Abonnement simple

40 euros

> Formule de soutien\*\*

60 euros  80 euros  Plus

Nom\*\*\*

Prénom\*\*\*

Rue\*\*\*

Numéro

Code postal

Ville\*\*\*

Pays\*\*\*

Email

Tel

\* Abonnement valable à partir du numéro suivant réception du virement

\*\* Abonnement simple + Don

\*\*\* Remplir EN LETTRES MAJUSCULES

#### FRANCE

Personnes

> Abonnement simple

24 euros

> Formule de soutien\*\*

30 euros  50 euros  Plus

#### ORGANISATIONS

> Abonnement simple

44 euros

> Formule de soutien\*\*

60 euros  80 euros  Plus

#### A retourner à:

Kairos asbl, rue Théophile Vander Elst, 89, 1170 Bruxelles

Virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24  
IBAN BE81 5230 8062 1324  
BIC TRIOBEBB

#### Renseignements

Tél. (00 32) 485/057 744  
info@kairospresse.be  
www.kairospresse.be

Chèques non acceptés en Belgique